

VOLUME

2

2009  
2010

# COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du  
fonds consolidé du revenu et informations financières  
sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2010

Québec 

# COMPTES PUBLICS 2009-2010

## VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2010

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86  
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

**Finances**  
**Québec** 

**Comptes publics 2009-2010 – Volume 2**

**Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Décembre 2010**

**ISBN 978-2-550-59909-8 (Imprimé)**

**ISBN 978-2-550-59910-4 (PDF)**

**ISSN 0706-2869 (Imprimé)**

**ISSN 1925-1815 (PDF)**

**© Gouvernement du Québec, 2010**

---

### CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est divisé en trois sections**. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Dans la présente publication, aux fins de présentation, le terme « portefeuille » est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments et supercatégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, par catégories.

**Les modalités de comptabilisation** des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux états financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement: revenus et dépenses, actif et passif, et solde du fonds.

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces **arrondissements**, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

**Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances ([www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca)).**

### LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

#### SUPERCATÉGORIES

◇ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux futurs et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

◇ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation, le coût estimé lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés après le 31 mars 2006 et l'utilisation de biens et de services, incluant l'amortissement des immobilisations.

◇ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend des dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◇ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes et qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services.

---

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- ◇ *Affectation à un fonds spécial*  
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, pour contribuer à en assurer l'équilibre financier, ou encore pour inscrire l'amortissement et les frais financiers afférents à un actif qu'il comptabilise et amortit dans un fonds.
- ◇ *Service de la dette*  
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. Elle comporte également les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.
- ◇ *Immobilisations*  
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'investissements en immobilisations.
- ◇ *Prêts, placements, avances et autres*  
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'inscription de stocks ou de frais payés d'avance. Elle comprend également des engagements pour des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ◇ Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ◇ Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que la rémunération, des organismes du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ◇ Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ◇ Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.
- ◇ Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

## NOTES EXPLICATIVES ET DÉFINITIONS (suite)

---

### LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

#### CATÉGORIES (suite)

- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.



---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	SECTION
Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts .....	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement .....	3



**SOMMAIRES DES REVENUS, DES  
CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES  
AUTRES COÛTS, RAPPORT DE  
L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES  
AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET  
ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**



---

## SECTION 1

### SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

---

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories .....	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement fédéral .....	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses .....	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles.....	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions .....	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses.....	1-32
Sommaire des dépenses de transfert .....	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial.....	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories.....	1-43

#### ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

## SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droit et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			4
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			4 779
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			13 484
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs			5 624
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation			1 299
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport			2
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille et Aînés			10 710
13	2-119	Finances	5 796 502		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			44 833
15	2-138	Justice			1 409
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			135 404
18	2-166	Revenu	21 229 352	13 526 934	57 141
19	2-173	Santé et Services sociaux			1 743
20	2-186	Sécurité publique			36 692
21	2-195	Services gouvernementaux			
22	2-208	Transports			785 034
23	2-217	Travail			
			<b>27 025 854</b>	<b>13 526 934</b>	<b>1 098 160</b>

1 Les revenus ont été redressés pour tenir compte d'une modification apportée par Hydro-Québec, à sa convention comptable, relativement à l'amortissement de ses immobilisations corporelles.

## SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres reentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 925	2 608
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 262	
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 730	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	20 902	17 777
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	13 649	
6	2-51	Conseil exécutif	520	185
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	2 330	1 787
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs	7 395	3 296
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation	11 146	364
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	28 518	238
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	104 412	(57)
12	2-111	Famille et Aînés	1 971	
13	2-119	Finances	691 900	460 395
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	3 308	929
15	2-138	Justice	168 289	12
16	2-149	Relations internationales	1 805	846
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	22 440	3 121
18	2-166	Revenu	869 168	143 853
19	2-173	Santé et Services sociaux	242 026	127 670
20	2-186	Sécurité publique	16 744	7 402
21	2-195	Services gouvernementaux	569	
22	2-208	Transports	23 300	996
23	2-217	Travail	1 976	1 966
			<b>2 238 286</b>	<b>773 390</b>

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus		
				2010	2009 <sub>1</sub>	
317		317		317	197	1
1 262		1 266		1 266	1 301	2
1 730		6 509		6 509	7 361	3
3 125		16 610		16 610	16 611	4
13 649		13 649		13 649	14 221	5
335		335		335	677	6
543		543		543	1 337	7
4 099		9 723		9 723	7 059	8
10 782		12 081		12 081	17 840	9
28 280		28 282	111 190	139 471	158 719	10
104 469		104 469	773 318	877 787	885 126	11
1 971		12 681		12 681	11 626	12
231 505	4 878 157	10 906 164	13 920 521	24 826 685	23 619 406	13
2 379		47 212	232 190	279 402	262 044	14
168 277		169 687	32 545	202 232	224 792	15
958		958		958	254	16
19 319		154 723		154 723	65 721	17
725 314		35 538 742		35 538 742	36 465 016	18
114 355		116 098	90 576	206 674	189 188	19
9 342		46 035	155	46 190	46 993	20
569		569		569	3 058	21
22 305		807 338	339	807 678	797 641	22
9		9		9	31	23
<b>1 464 896</b>	<b>4 878 157</b>	<b>47 994 001</b>	<b>15 160 835</b>	<b>63 154 835</b>	<b>62 796 220</b>	

=	Revenus divers	Total des transferts du gouvernement fédéral	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement fédéral	
	317						1
	1 262						2
	1 730	84 839		84 839			3
	3 125	160 186		160 186			4
	13 649						5
	335						6
	543	9 703		9 703			7
	4 099	805		805			8
	10 782	92 383		92 383			9
	28 280	243 461		132 271	111 190		10
	104 469	797 424		24 106	773 318		11
	1 971						12
	231 505	13 920 521			13 920 521		13
	2 379	232 190			232 190		14
	168 277	33 011		466	32 545		15
	958						16
	19 319	6 094		6 094			17
	725 314						18
	114 355	93 809		3 234	90 576		19
	9 342	7 104		6 948	155		20
	569						21
	22 305	19 250		18 910	339		22
	9						23
	<b>1 464 896</b>	<b>15 700 780</b>		<b>539 945</b>	<b>15 160 835</b>		

# SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits <sup>1</sup>	Crédits initiaux <sup>2</sup>
		(-)	=
1 Assemblée nationale	116 236	4 836	111 400
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	71 395	2 535	68 860
3 Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 827 156	1 578	1 825 578
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	724 058	14 171	709 887
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	672 714	30	672 684
6 Conseil exécutif	346 067	751	345 317
7 Culture, Communications et Condition féminine	668 087	2 673	665 414
8 Développement durable, Environnement et Parcs	211 225	10 910	200 315
9 Développement économique, Innovation et Exportation	914 900	2 550	912 350
10 Éducation, Loisir et Sport	14 431 049	21 341	14 409 708
11 Emploi et Solidarité sociale	4 242 935	1 171	4 241 764
12 Famille et Aînés	2 066 454	6 315	2 060 139
13 Finances (excluant le service de la dette)	179 307	1 480	177 827
14 Immigration et Communautés culturelles	296 383	2 560	293 824
15 Justice	680 425	12 779	667 646
16 Relations internationales	115 892	3 853	112 040
17 Ressources naturelles et Faune	576 694	18 811	557 883
18 Revenu	1 050 038	1 849	1 048 190
19 Santé et Services sociaux	26 872 407	1 353	26 871 054
20 Sécurité publique	1 081 783	18 311	1 063 472
21 Services gouvernementaux	171 289	500	170 789
22 Tourisme	138 866		138 866
23 Transports	2 771 422	125 300	2 646 122
24 Travail	32 727	848	31 879
Total des programmes	60 259 508	256 503	60 003 005
Finances (service de la dette)	6 104 000		6 104 000
<b>Total avant dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable</b>	<b>66 363 508</b>	<b>256 503</b>	<b>66 107 005</b>
Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable			
<b>Total</b>	<b>66 363 508</b>	<b>256 503</b>	<b>66 107 005</b>

1 Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 256 503.

2 Crédits de l'année en cours et ceux déjà votés (incluant les reports de crédits et les crédits votés sur plus d'un an).

3 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

4 Incluant des dépenses d'amortissement de 254 224, une dépense négative de 8 939 et l'utilisation des stocks de 20 085.

5 Incluant 20 085 pour l'utilisation des stocks.

6 Crédits tels que prévus à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable, (L.Q., 2009, c.38) et aux décrets 257-2010 et 258-2010 du 24 mars 2010.

Variations de crédits <sup>3</sup>	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits <sup>4</sup>	Dépenses	
+,(-)	=		+	=	
(71)	111 328	109 767	4 189	113 956	1
2 618	71 478	67 793	2 284	70 077	2
2 966	1 828 544	1 814 284	1 492	1 815 777	3
30 590	740 477	1 088 275	11 577	1 099 851	4
(220 550)	452 134	419 080	44	419 124	5
(15 631)	329 686	309 731	558	310 289	6
(2 486)	662 928	662 750	1 975	664 725	7
6 721	207 035	206 372	11 867	218 239	8
4 625	916 975	899 972	1 036	901 008	9
228 463	14 638 171	14 630 964	22 088	14 653 052	10
130 291	4 372 055	4 366 955	103	4 367 057	11
8 430	2 068 568	2 061 335	4 695	2 066 030	12
113 830	291 656	280 744	1 485	282 229	13
(129 755)	164 068	164 068	3 143	167 211	14
30 672	698 317	696 180	9 064	705 244	15
9 069	121 109	120 862	3 892	124 754	16
76 676	634 560	668 058	20 342	688 400	17
434 939	1 483 129	1 468 482	2 601	1 471 082	18
402 885	27 273 939	27 445 523	21 131 <sup>5</sup>	27 466 654	19
77 702	1 141 174	1 141 131	15 611	1 156 742	20
16 069	186 858	176 503	7 362	183 865	21
5 906	144 773	144 552		144 552	22
4 621	2 650 744	2 325 748	126 931	2 452 679	23
4 202	36 081	35 527	838	36 365	24
1 222 782	61 225 787	61 304 654	274 309	61 578 963	
26 987	6 130 987	6 126 228	(8 939)	6 117 288	
<b>1 249 770</b>	<b>67 356 775</b>	<b>67 430 882</b>	<b>265 369</b>	<b>67 696 251</b>	
8 749 394 <sup>6</sup>	8 749 394 <sup>6</sup>	8 374 488		8 374 488	
<b>9 999 164</b>	<b>76 106 169</b>	<b>75 805 370</b>	<b>265 369</b>	<b>76 070 739</b>	

## RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2010

---

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans les mesures prévues par la Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010 (L.Q. 2009, c. 4) et par la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable (L.Q. 2009, c. 38). L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2010 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 347 813 milliers de dollars au programme 2 *Organismes d'État* du portefeuille Agriculture, Pêcheries et Alimentation, de 692 623 milliers de dollars au programme 1 *Secrétariat du Conseil du trésor* du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale, de 33 666 milliers de dollars au programme 1 *Gestion des ressources naturelles* du portefeuille Ressources naturelles et Faune ainsi que de 10 847 milliers de dollars au programme 1 *Fonctions nationales* et 236 763 milliers de dollars au programme 2 *Fonctions régionales* du portefeuille Santé et Services sociaux, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2010-2011, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière. Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts contractés.

Le sous-ministre des Finances,



Gilles Paquin

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CA

Québec, le 12 novembre 2010

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés		
					Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		118 217		116 616			1 600
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	43 587	32 554	41 399	29 398		2 188	3 156
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 852 134	1 593	1 820 037	1 301	433	31 664	292
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	778 116	297	1 125 923	280		(347 807)	18
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	278 327	344 342	970 475	332 619		(692 148)	11 724
Conseil exécutif	329 104	2 266	308 253	2 258	2 346	18 506	7
Culture, Communications et Condition féminine	712 533	10	712 354	10		179	
Développement durable, Environnement et Parcs	242 327	192	238 749	105	55	3 523	87
Développement économique, Innovation et Exportation	924 102	5 110	904 630	5 110	5	19 467	
Éducation, Loisir et Sport	18 167 364	932 196	18 062 810	932 196		104 555	
Emploi et Solidarité sociale	4 367 615	6 147	4 367 612	1 050		3	5 097
Famille et Aînés	2 096 644	10 651	2 071 347	10 552		25 297	98
Finances (excluant le service de la dette)	286 383	6 354	276 151	5 674		10 232	680
Immigration et Communautés culturelles	168 413	10	168 413	10			
Justice	550 427	166 147	550 290	164 134		137	2 013
Relations internationales	124 497	832	124 251	832		247	
Ressources naturelles et Faune	624 107	31 950	657 382	31 783		(33 275)	167
Revenu	563 995	929 906	550 080	920 982		13 915	8 924
Santé et Services sociaux	21 081 089	10 921 405	20 975 884	10 845 379		105 205	76 026
Sécurité publique	1 149 845	19 954	1 149 842	19 913		3	41
Services gouvernementaux	207 325	10	182 804	10		24 521	
Tourisme	144 763	10	144 543	10		220	
Transports	2 710 070	2 355	2 372 319	2 355	16 675	321 075	
Travail	35 032	2 935	32 756	2 858		2 275	77
	57 437 800	13 535 442	57 808 302	13 425 433	19 515	(390 016)	110 009
Finances (service de la dette)		7 259 763		7 255 004			4 760
	<b>57 437 800</b>	<b>20 795 205</b> <sup>1</sup>	<b>57 808 302</b>	<b>20 680 436</b>	<b>19 515</b>	<b>(390 016)</b>	<b>114 769</b>
Dépenses *	47 701 386	19 655 389	47 926 324	19 542 360	19 515	(244 453)	113 029
Prêts, placements, avances et autres	9 370 471	1 128 856	9 595 742	1 128 818		(225 271)	39
Immobilisations	365 944	10 960	286 236	9 259		79 708	1 701
	<b>57 437 800</b>	<b>20 795 205</b> <sup>1</sup>	<b>57 808 302</b>	<b>20 680 436</b>	<b>19 515</b>	<b>(390 016)</b>	<b>114 769</b>

1 Crédits permanents:

Inclus dans les prévisions budgétaires	18 882 541	18 767 773	114 769
Non inclus dans les prévisions budgétaires	1 912 664	1 912 664	
	<b>20 795 205</b>	<b>20 680 436</b>	<b>114 769</b>

\* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 254 224, une dépense négative de 8 939 et l'utilisation des stocks pour 20 085 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 37 802 dont 30 556 affèrent à une provision maladie vacances.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PORTEFEUILLES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

Détail page	CRÉDITS		=	CRÉDITS INITIAUX		
	Dépenses	Investis- sements <sup>1</sup>		Votés et permanents	Déjà votés	
					Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+
1 2-4	Assemblée nationale	111 400	5 671	117 070		
2 2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	68 860	4 740	72 061	1 539	
3 2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 825 578	25 183	1 850 683	78	
4 2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	709 887	61 077	767 149	3 815	
5 2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	672 684	796 374	1 468 954	104	
6 2-52	Conseil exécutif	345 317	1 646	344 706	2 257	
7 2-62	Culture, Communications et Condition féminine	665 414	6 354	671 715	53	
8 2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	200 315	35 417	235 655	77	
9 2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	912 350	14 364	926 714		
10 2-90	Éducation, Loisir et Sport	14 409 708	157 162	14 566 870		
11 2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 241 764	3 985	3 952 175	14 574	279 000
12 2-112	Famille et Aînés	2 060 139	39 125	1 929 263	1	170 000
13 2-124	Finances (excluant le service de la dette)	177 827	1 966	178 328	1 465	
14 2-132	Immigration et Communautés culturelles	293 824	6 715	300 539		
15 2-140	Justice	667 646	35 522	703 167		
16 2-150	Relations internationales	112 040	5 785	117 825		
17 2-158	Ressources naturelles et Faune	557 883	30 650	588 533		
18 2-168	Revenu	1 048 190	10 687	1 058 876		
19 2-174	Santé et Services sociaux	26 871 054	1 300	26 872 354 <sup>2</sup>		
20 2-188	Sécurité publique	1 063 472	59 812	1 123 284		
21 2-196	Services gouvernementaux	170 789	22 125	192 914		
22 2-202	Tourisme	138 866		138 866		
23 2-210	Transports	2 646 122	62 371	2 707 935	558	
24 2-218	Travail	31 879	2 009	33 252	636	
	Total des programmes	60 003 005	1 390 037	60 918 887	25 155	449 000
2-126	Finances (service de la dette)	6 104 000		6 104 000		
	<b>Total avant dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable</b>	<b>66 107 005</b>	<b>1 390 037</b>	<b>67 022 887</b>	<b>25 155</b>	<b>449 000</b>
	Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable					
	<b>Total</b>	<b>66 107 005</b>	<b>1 390 037</b>	<b>67 022 887</b>	<b>25 155</b>	<b>449 000</b>
	* Votés	47 250 452	1 380 351	48 156 648 <sup>a</sup>	25 155	449 000
	Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable					
	Éducation, Loisir et Sport					
	Santé et Services sociaux					
	Permanents	18 856 553	9 686	18 866 239 <sup>2</sup>		
	Ne nécessitant pas de crédits					
	Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
	Ajustements négatifs de provisions					

a Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits

du 25 mars 2009, L.Q., 2009, c. 2.  
du 12 mai 2009, L.Q., 2009, c. 4.

15 070 360  
33 086 288  
**48 156 648**

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+, (-)	=	
117 070		3	1 144 <sup>3</sup>			118 217	1
73 600				1 603	938	76 141	2
1 850 761	2 179			411	375	1 853 727	3
770 964	6 548	18		614	270	778 413	4
1 469 058				(857 114)	10 725	622 669	5
346 963				(16 763)	1 170	331 370	6
671 768				40 774		712 542	7
235 732	4 348	87		2 282	71	242 520	8
926 714				763	1 735	929 212	9
14 566 870			4 307 399 <sup>4</sup>	90 802	134 489	19 099 561	10
4 245 749	3 718			124 022	273	4 373 762	11
2 099 263			10 500 <sup>5</sup>	(2 500)	32	2 107 295	12
179 793				112 943	2	292 737	13
300 539	35 117			(167 232)		168 423	14
703 167	356			5 626	7 426	716 574	15
117 825				6 782	722	125 329	16
588 533	4 694	167		45 995	16 668	656 057	17
1 058 876		32	2 185 <sup>6</sup>	30 555	402 254	1 493 902	18
26 872 354			4 441 994 <sup>7</sup>	523 935	164 211	32 002 495	19
1 123 284	642			30 367	15 505	1 169 799	20
192 914				14 421		207 335	21
138 866				5 906		144 773	22
2 708 493		2 167		1 731	34	2 712 425	23
33 888				4 079		37 966	24
61 393 042	57 603	2 474	8 763 223		756 901	70 973 242	
6 104 000					1 155 763	7 259 763	
<b>67 497 042</b>	<b>57 603</b>	<b>2 474</b>	<b>8 763 223</b>		<b>1 912 664</b> <sup>8</sup>	<b>78 233 005</b> *	
<b>67 497 042</b>	<b>57 603</b>	<b>2 474</b>	<b>8 763 223</b>		<b>1 912 664</b>	<b>78 233 005</b>	
48 630 803	57 603		8 749 394 <sup>4, 7</sup>			57 437 800	
18 866 239		2 474	13 829 <sup>3, 5, 6</sup>		1 912 664	20 795 205	

1 Comprend les immobilisations et les prêts, avances et autres.

2 Incluant des crédits initiaux de 5 597 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 4 424 691 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 796 502 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 4 249 082 pour la contribution du gouvernement.

3 118 214 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1), alors qu'une prévision de 117 070 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

4 4 307 399 de crédits tels que prévus à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable, (L.Q., 2009, c.38) et au décret 258-2010 du 24 mars 2010.

5 10 500 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

6 2 185 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

7 4 441 994 de crédits tels que prévus à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable, (L.Q., 2009, c.38) et au décret 257-2010 du 24 mars 2010.

8 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PORTEFEUILLES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

Détail page	Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
		Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
	+	(-)	(-)	(-)	(-)
1 2-4 Assemblée nationale	118 217			1 600	
2 2-12 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	76 141			5 345	
3 2-20 Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 853 727	13 528	433	18 428	
4 2-34 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	778 413			(347 789)	11
5 2-42 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	622 669	104		(680 528)	30 556
6 2-52 Conseil exécutif	331 370	8 232	2 346	10 281	
7 2-62 Culture, Communications et Condition féminine	712 542			179	
8 2-72 Développement durable, Environnement et Parcs	242 520	527	55	3 083	
9 2-80 Développement économique, Innovation et Exportation	929 212	15 556	5	3 911	
10 2-90 Éducation, Loisir et Sport	19 099 561			104 555	7 207
11 2-104 Emploi et Solidarité sociale	4 373 762			5 101	
12 2-112 Famille et Aînés	2 107 295	1		25 395	28
13 2-124 Finances (excluant le service de la dette)	292 737	10 000		913	
14 2-132 Immigration et Communautés culturelles	168 423				
15 2-140 Justice	716 574			2 150	
16 2-150 Relations internationales	125 329			247	
17 2-158 Ressources naturelles et Faune	656 057			(33 108)	
18 2-168 Revenu	1 493 902	5 729		17 110	
19 2-174 Santé et Services sociaux	32 002 495			181 231	
20 2-188 Sécurité publique	1 169 799			44	
21 2-196 Services gouvernementaux	207 335	1 600		22 921	
22 2-202 Tourisme	144 773	220			
23 2-210 Transports	2 712 425	45 558	16 675	275 518	
24 2-218 Travail	37 966	478		1 875	
Total des programmes	70 973 242	101 531	19 515	(381 539)	37 802
2-126 Finances (service de la dette)	7 259 763			4 760	
<b>Total avant dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable</b>	<b>78 233 005</b>	<b>101 531</b>	<b>19 515</b>	<b>(376 779)</b>	<b>37 802</b>
Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable					
<b>Total</b>	<b>78 233 005</b>	<b>101 531</b>	<b>19 515</b>	<b>(376 779)</b>	<b>37 802</b>
* Votés	57 437 800	101 531	19 515	(491 548)	
Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable					
Éducation, Loisir et Sport					
Santé et Services sociaux					
Permanents	20 795 205			114 769	
Ne nécessitant pas de crédits					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
Ajustements négatifs de provisions					37 802

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobi- liations			2010	2009	
(-)	(-)	=	+	=		
40	6 810	109 767	4 189	113 956	114 924	1
	3 004	67 793	2 284	70 077	133 958	2
2 522	4 532	1 814 284	1 492	1 815 777	1 812 412	3
13	37 904	1 088 275	11 577	1 099 851	705 727	4
853 373 <sup>9</sup>	84	419 080	44	419 124	431 804	5
39	741	309 731	558	310 289	295 531	6
3	49 610	662 750	1 975	664 725	653 991	7
13	32 470	206 372	11 867	218 239	215 105	8
7 703	2 065	899 972	1 036	901 008	972 256	9
4 348 237 <sup>10</sup>	8 598	14 630 964	22 088	14 653 052	14 320 849	10
1 616	91	4 366 955	103	4 367 057	4 250 365	11
1	20 535	2 061 335	4 695	2 066 030	1 960 480	12
4	1 077	280 744	1 485	282 229	220 593	13
35	4 319	164 068	3 143	167 211	158 075	14
8	18 236	696 180	9 064	705 244	698 674	15
1 142	3 078	120 862	3 892	124 754	128 453	16
2	21 104	668 058	20 342	688 400	592 900	17
67	2 514	1 468 482	2 601	1 471 082	1 373 664	18
4 374 703 <sup>11</sup>	1 037	27 445 523	21 131	27 466 654	25 621 463	19
104	28 520	1 141 131	15 611	1 156 742	1 119 055	20
1	6 309	176 503	7 362	183 865	160 550	21
		144 552		144 552	136 812	22
6 157	42 769	2 325 748	126 931	2 452 679	2 434 528	23
	87	35 527	838	36 365	38 154	24
9 595 784	295 495	61 304 654	274 309	61 578 963	58 550 322	
1 128 776 <sup>12</sup>		6 126 228	(8 939)	6 117 288	6 503 778	
<b>10 724 560</b>	<b>295 495</b>	<b>67 430 882</b>	<b>265 369</b>	<b>67 696 251</b>	<b>65 054 100</b> *	
(8 374 488)		8 374 488		8 374 488		
<b>2 350 072</b>	<b>295 495</b>	<b>75 805 370</b>	<b>265 369</b>	<b>76 070 739</b>	<b>65 054 100</b>	
9 595 742	286 236	47 926 324		47 926 324	45 646 920	
(4 247 400) <sup>10</sup>		4 247 400		4 247 400		
(4 127 088) <sup>11</sup>		4 127 088		4 127 088		
1 128 818	9 259	19 542 360		19 542 360	19 197 085	
			245 285 <sup>13</sup>	245 285	243 237	
			20 085	20 085		
		(37 802)		(37 802)	(33 141)	

9 Incluant 170 177 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2009 et 683 196 inscrits à la dette nette.

10 Incluant 4 247 400 portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

11 Incluant 247 610 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2009 et 4 127 088 portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

12 Montant porté à la dette nette à la suite d'une modification comptable sur le calcul des intérêts du compte des régimes de retraite.

13 Incluant 8 939 pour une dépense négative.

14 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

# SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-174	470 266					
Permanents		438					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-176	15 631 828					4 441 994
Permanents		3 533 566					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Office des personnes handicapées du Québec	2-178	13 066					
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-178						
Permanents		7 223 191					
Total du portefeuille		26 872 354					4 441 994
TOTAL DE LA MISSION		26 872 354					4 441 994
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Charte de la langue française	2-64	30 021	53				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec	2-62	51 138					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-62	578 326					
Total du portefeuille		659 495	53				

\* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

\*\* Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

1 L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la contribution au Fonds de l'assurance médicaments à titre de compensation pour la non-application intégrale de la politique du prix le plus bas lors du remboursement du coût des médicaments, et une hausse des coûts relatifs à l'assurance-hospitalisation hors Québec.

2 Incluant 4 127 088 portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
21 791		492 057	(10 847)	11 638	491 266		491 266	<sup>1</sup>	372 649
	40	478	169		309		309		227
						961	961		1 187
502 380		20 576 203	116 052	4 363 852	16 096 299		16 096 299		15 023 545
	164 171	3 697 737			3 697 737		3 697 737		3 608 025
						20 085	20 085		
(236)		12 829		250	12 579		12 579		12 544
						85	85		80
		7 223 191	75 857		7 147 333		7 147 333		6 603 206
523 935	164 211	32 002 495	181 231	4 375 740	27 445 523	21 131	27 466 654		25 621 463
<b>523 935</b>	<b>164 211</b>	<b>32 002 495</b>	<b>181 231</b>	<b>4 375 740</b>	<b>27 445 523</b>	<b>21 131</b>	<b>27 466 654</b>		<b>25 621 463</b>
(4 259)		25 816	61	240	25 514	227	25 514		26 050
							227		192
44 093		95 231	106	49 323	45 802		45 802		45 682
		10			10		10		10
						1 729	1 729		1 755
1 013		579 340			579 340		579 340		568 357
40 848		700 397	168	49 564	650 665	1 956	652 621		642 045

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés  Reports	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+
<b>MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)</b>						
<b>Portefeuille: Éducation, Loisir et Sport</b>						
Administration et consultation	2-90	155 499				
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Aide financière aux études	2-92	580 557				
Permanents		6 000				
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Développement du loisir et du sport	2-94	65 295				
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-92	8 270 242				3 348 983
Enseignement supérieur	2-94	4 674 142				958 416
Formation en tourisme et hôtellerie	2-90	23 427				
Régimes de retraite	2-96					
Permanents		791 698				
Total du portefeuille		14 566 870				4 307 399
<b>Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles</b>						
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-132	299 704		35 117		
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		299 714		35 117		
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>15 526 079</b>	<b>53</b>	<b>35 117</b>		<b>4 307 399</b>
<b>MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT</b>						
<b>Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>						
Développement des régions et ruralité	2-22	122 538				
Habitation	2-24	447 891				
Mise à niveau des infrastructures et renouvelé urbain	2-20	465 981	2			
Promotion et développement de la Métropole	2-20	124 062				
Permanents		916				
Total du portefeuille		1 161 387	2			

3 L'augmentation est due à l'abolition, en 2009, de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

4 Montants portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

5 L'augmentation est principalement attribuable, d'une part, à une hausse des contributions relatives à la politique nationale de la ruralité et au Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et, d'autre part, au montant accordé pour la mise en place d'une des mesures de la stratégie pour le développement de toutes les régions annoncée dans le Discours sur le budget 2007-2008.

6 La diminution s'explique principalement par la baisse des subventions pour le Programme d'assainissement des eaux du Québec.

7 L'augmentation est principalement attribuable à la mise en place du nouveau programme Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de Métropole.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(14 022)		141 477 10	3 073	7 831	130 573 10		130 573 10	131 392 10	
						16 965	16 965	5 786	
(30 175)	81 668	550 382 87 668		101 604	448 778 87 668		448 778 87 668	379 978 33 088	<sup>3</sup>
			7 207		(7 207)	5 124	5 124	9 917	
(390)		64 905			64 905		(7 207) 64 905	(17 424) 66 094	
139 631		11 758 857	33 826	3 336 741 <sup>4</sup>	8 388 290		8 388 290	8 103 101	
(5 953)		5 626 606	67 655	910 659 <sup>4</sup>	4 648 291		4 648 291	4 749 967	
1 711		25 138			25 138		25 138	23 173	
	52 821	844 518			844 518		844 518	835 767	
90 802	134 489	19 099 561	111 762	4 356 835	14 630 964	22 088	14 653 052	14 320 849	
(167 232)		167 588 10		4 354	163 233 10		163 233 10	154 336 10	
						3 143	3 143	2 926	
(167 232)		167 598		4 354	163 243	3 143	166 386	157 271	
<b>(35 582)</b>	<b>134 489</b>	<b>19 967 555</b>	<b>111 930</b>	<b>4 410 753</b>	<b>15 444 872</b>	<b>27 187</b>	<b>15 472 059</b>	<b>15 120 165</b>	
1 922		124 460			124 460		124 460	102 338	<sup>5</sup>
(7 200)		440 691			440 691		440 691	411 023	
4 093		470 076	13 116		456 960		456 960	544 598	<sup>6</sup>
1 578		125 640	72	2 521	123 048		123 048	89 646	<sup>7</sup>
	368	1 284			1 284		1 284	770	
393	368	1 162 151	13 188	2 521	1 146 442		1 146 442	1 148 373	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation						
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	449 217	3 659	5 640		
Permanents		10			18	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Organismes d'État	2-34	317 922	156	908		
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		767 149	3 815	6 548	18	
Portefeuille: Développement durable, Environnement et Parcs						
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-72	5 554	77			
Ne nécessitant pas de crédits						
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-72	230 066		4 348		
Permanents		35			87	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		235 655	77	4 348	87	
Portefeuille: Développement économique, Innovation et Exportation						
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-82	199 473				
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-80	723 866				
Permanents		3 375				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		926 714				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	873 148				
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-106	62 977				
Permanents		365				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		936 489				

8 L'augmentation est attribuable au plan de redressement de La Financière agricole du Québec annoncé par le gouvernement le 19 novembre 2009.

9 La diminution est principalement attribuable à une révision à la hausse, en 2008-2009, des taux de provision pour pertes sur les soldes d'interventions financières en vigueur.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(30 966)		427 550	3	37 701	389 845		389 845	373 412	
	268	296	18		278		278	1 889	
						11 294	11 294	11 929	
			11		(11)		(11)		
31 580		350 566	(347 810)	215	698 161		698 161	318 155	8
	2	2			2		2	4	
						283	283	339	
614	270	778 413	(347 778)	37 917	1 088 275	11 577	1 099 851	705 727	
3		5 634	619	13	5 001		5 001	5 055	
						33	33	39	
2 279		236 694	2 959	32 469	201 266		201 266	197 943	
	71	192	87		105		105	72	
						11 834	11 834	11 997	
2 282	71	242 520	3 665	32 482	206 372	11 867	218 239	215 105	
1 249		200 722			200 722		200 722	187 310	
(486)		723 380	19 472	9 768	694 140		694 140	777 933	9
	1 735	5 110			5 110		5 110	4 643	
						1 036	1 036	2 370	
763	1 735	929 212	19 472	9 768	899 972	1 036	901 008	972 256	
20 005		893 153	3		893 150		893 150	889 387	
(389)		62 587		1 224	61 363		61 363	74 036	
	264	629			629		629	446	
						8	8	10	
19 616	264	956 369	3	1 224	955 142	8	955 150	963 880	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés  Reports	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+
<b>MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)</b>						
<b>Portefeuille: Relations internationales</b>						
Affaires internationales	2-150	117 715				
Permanents		110				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		117 825				
<b>Portefeuille: Ressources naturelles et Faune</b>						
Gestion des ressources naturelles	2-158	500 298		187		
Permanents		15 039			167	
Ne nécessitant pas de crédits						
Protection et mise en valeur de la ressource faunique	2-158	73 121		4 507		
Permanents		75				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		588 533		4 694	167	
<b>Portefeuille: Tourisme</b>						
Promotion et développement du tourisme	2-202	138 857				
Permanents		10				
Total du portefeuille		138 866				
<b>Portefeuille: Transports</b>						
Administration et services corporatifs	2-212	89 794	474			
Permanents		154				
Ne nécessitant pas de crédits						
Infrastructures de transport	2-210	2 039 075				
Permanents					2 167	
Ne nécessitant pas de crédits						
Systèmes de transport	2-210	578 913	83			
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		2 707 935	558		2 167	
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>7 580 554</b>	<b>4 452</b>	<b>15 590</b>	<b>2 439</b>	

10 L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des activités du Fonds forestier et à l'augmentation des dépenses relatives aux travaux sylvicoles.

11 L'augmentation s'explique principalement par la hausse des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
6 782	722	124 497 832	247	4 218 2	120 032 830	3 892	120 032 830	124 419 686	
6 782	722	125 329	247	4 220	120 862	3 892	124 754	128 453	
42 601 75	16 668	543 086 31 950	(33 275) 167	16 250	560 111 31 783	15 311	560 111 <sup>10</sup> 31 783 <sup>11</sup> 15 311	495 427 9 045 14 726	
3 393 (75)		81 021		4 857	76 164	5 031	76 164 5 031	68 029 5 673	
45 995	16 668	656 057	(33 108)	21 106	668 058	20 342	688 400	592 900	
5 906		144 763 10	220		144 543 10		144 543 10	136 812	
5 906		144 773	220		144 552		144 552	136 812	
882	34	91 150 188	64	4 967	86 118 188	28 803	86 118 188 28 803	85 677 151 19 824	
839		2 039 914 2 167	281 062	41 249	1 717 603 2 167	95 764	1 717 603 2 167 95 764	1 724 135 9 907 100 381	
10		579 006	56 624	2 710	519 672	2 364	519 672 2 364	492 424 2 027	
1 731	34	2 712 425	337 750	48 926	2 325 748	126 931	2 452 679	2 434 528	
<b>84 082</b>	<b>20 132</b>	<b>7 707 249</b>	<b>(6 340)</b>	<b>158 165</b>	<b>7 555 424</b>	<b>175 653</b>	<b>7 731 077</b>	<b>7 298 035</b>	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Condition féminine	2-64	12 219					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		12 219					
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-106	466 187	14 574		3 718		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-104	2 543 989		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		3 015 686	14 574	279 000	3 718		
Portefeuille: Famille et Aînés							
Condition des aînés	2-114	18 465					
Curateur public	2-114	50 048					
Permanents		100					10 500
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide à la famille	2-112	1 805 509		170 000			
Permanents							
Ajustements négatifs de provisions							
Planification, recherche et administration	2-112	55 122					
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 929 263	1	170 000			10 500
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-142	146 029					
Permanents		83 432					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		229 460					
TOTAL DE LA MISSION		5 186 628	14 574	449 000	3 718		10 500

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(74)		12 146	11	50	12 085	19	12 085 19	11 937 9	
(74)		12 146	11	50	12 085	19	12 104	11 946	
(14 755)	9	469 724 18		87	469 637 18	95	469 637 18	457 444 21	
119 161		2 942 151 5 500	5 097	396	2 941 755 403		2 941 755 403	2 819 940 8 981	
104 406	9	3 417 393	5 097	483	3 411 813	95	3 411 908	3 286 485	
630		19 096	2 694		16 402		16 402	14 278	
78		50 126	4 701	6 813	38 612		38 612	38 058	
		10 600	98		10 502	1 221	10 502	10 284	
2		1 975 510	4 537	5	1 970 968		1 221	1 164	
	29	29			29		1 970 968 29	1 872 706 1	
			28		(28)		(28)		
(3 210)	3	51 912 22	13 365	13 719	24 828 22		24 828 22	22 586 9	
						3 473	3 473	1 394	
(2 500)	32	2 107 295	25 423	20 537	2 061 335	4 695	2 066 030	1 960 480	
(71)	1 869	145 958 85 300		211	145 747 85 300	226	145 747 85 300	144 192 86 846	
							226	220	
(71)	1 869	231 258		211	231 047	226	231 273	231 259	
<b>101 762</b>	<b>1 909</b>	<b>5 768 091</b>	<b>30 531</b>	<b>21 280</b>	<b>5 716 280</b>	<b>5 034</b>	<b>5 721 314</b>	<b>5 490 169</b>	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE</b>							
<b>Portefeuille: Assemblée nationale</b>							
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité	2-4						
Permanents		47 111				3	1 044
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général et affaires parlementaires	2-4						
Permanents		10 353					
Services statutaires aux parlementaires	2-6						
Permanents		59 606					100
Total du portefeuille		117 070				3	1 144
<b>Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		31 290					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 743					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	12 961	316				
Permanents		326					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	24 742	1 223				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		72 061	1 539				
<b>Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>							
Administration générale	2-22	72 632	2				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-24	2 505	73				
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	593 707					
Permanents		292					
Régie du logement	2-24	20 150			2 179		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		689 296	76		2 179		

12 La diminution s'explique principalement par la tenue de l'élection générale du 8 décembre 2008.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
536		48 694	1 505	6 822	40 368		40 368	35 447	
						4 189	4 189	4 389	
(516)		9 837	43		9 795		9 795	13 298	
(21)		59 685	53	28	59 604		59 604	61 790	
		118 217	1 600	6 850	109 767	4 189	113 956	114 924	
	938	32 228	3 149	2 435	26 645		26 645 <sup>12</sup>	93 613	
						1 427	1 427	1 613	
212		2 955	3	155	2 797		2 797	2 525	
						77	77	53	
1 378		14 654		152	14 502		14 502	11 966	
		326	8		318		318	284	
						390	390	396	
13		25 977	2 186	262	23 530		23 530	23 129	
						390	390	379	
1 603	938	76 141	5 345	3 004	67 793	2 284	70 077	133 958	
(1 770)		70 864	14 145	4 258	52 461		52 461	52 855	
	7	17			17		17	14	
						1 405	1 405	2 088	
(207)		2 371	431	8	1 932		1 932	2 025	
						3	3	1	
907		594 613			594 613		594 613	588 373	
		292	292						
1 089		23 418	4 333	267	18 818		18 818	18 543	
						84	84	140	
18	7	691 576	19 201	4 533	667 842	1 492	669 334	664 038	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)</b>							
<b>Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>							
Commission de la fonction publique	2-42	3 652	104				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-46	905 073					
Régimes de retraite et d'assurances	2-44	4 418					
Permanents		333 608					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-42	222 194					
Permanents		10					
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 468 954	104				
<b>Portefeuille: Conseil exécutif</b>							
Affaires autochtones	2-54	204 135	148				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-54	14 980	317				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-52	776	6				
Jeunesse	2-56	43 043	104				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-56	8 339	196				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-52	72 338	1 486				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		344 706	2 257				
<b>Portefeuille: Finances</b>							
Direction du Ministère	2-124	45 410					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	126 566	1 465				
Permanents		6 343					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		178 328	1 465				

13 Incluant 683 196 inscrits à la dette nette pour un passif environnemental à l'égard des terrains existants au 31 mars 2006.

14 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la subvention à la Société de financement des infrastructures locales du Québec.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
4		3 759	275	84	3 400		3 400	3 161	
						44	44	8	
(905 073)									
(2 670)		1 748			1 748		1 748	2 997	
	10 725	344 333	11 723		332 610		332 610	331 873	
50 625		272 820	(692 423)	853 373 <sup>13</sup>	111 870		111 870	109 476	
		10	1		9		9	6	
			30 556		(30 556)		(30 556)	(15 718)	
(857 114)	10 725	622 669	(649 868)	853 457	419 080	44	419 124	431 804	
94		204 378	4 789	49	199 540		199 540	185 096	
	154	164			164		164	50	
						19	19	22	
6		15 303	3 211	8	12 085		12 085	15 182	
		10	7		2		2	81	
						34	34	35	
		782	6		776		776	772	
(124)		43 023	4 031	6	38 985		38 985	36 285	
						8	8	6	
7		8 542	2 182	70	6 290		6 290	5 867	
						33	33	34	
(16 747)		57 076	6 632	647	49 798		49 798	49 918	
	1 016	2 092			2 092		2 092	1 799	
						465	465	384	
(16 763)	1 170	331 370	20 859	780	309 731	558	310 289	295 531	
167 268		212 678		665	212 013		212 013 <sup>14</sup>	173 535	
	2	12	2		10		10	10	
						1 069	1 069	1 139	
(54 325)		73 705	10 232	416	63 056		63 056	40 045	
		6 343	679		5 664		5 664	5 382	
						417	417	482	
112 943	2	292 737	10 913	1 081	280 744	1 485	282 229	220 593	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)</b>							
<b>Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles</b>							
Organisme relevant du ministre	2-132	825					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		825					
<b>Portefeuille: Justice</b>							
Activité judiciaire	2-140	26 166					
Permanents		64 663					
Administration de la justice	2-140	272 305					
Permanents		10 627					
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	11 832					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	8 082			356		
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	80 032					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		473 707			356		
<b>Portefeuille: Revenu</b>							
Administration fiscale	2-168	533 441					
Permanents		525 436				32	2 185
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 058 876				32	2 185
<b>Portefeuille: Sécurité publique</b>							
Organismes relevant du ministre	2-190	32 844					
Permanents		34					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sécurité, prévention et gestion interne	2-188	524 103					
Permanents		4 414					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-188	561 889			642		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 123 284			642		

15 L'augmentation s'explique principalement par la hausse de la dépense de créances douteuses.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
		825			825	1	1	802	2
		825			825	1	826	804	
2 539		28 705		336	28 370		28 370	27 762	
	5 431	70 094	229		69 865		69 865	71 582	
4 403		276 708	52	14 276	262 380		262 380	252 978	
	126	10 753	1 784		8 969		8 969	10 348	
						7 840	7 840	10 944	
(48)		11 784			11 784		11 784	11 571	
125		8 563	85	153	8 325		8 325	7 785	
						93	93	60	
(1 322)		78 710		3 268	75 441		75 441	73 210	
						905	905	68	
								1 106	
5 697	5 557	485 316	2 150	18 033	465 133	8 838	473 971	467 416	
30 555		563 995	13 915	2 581	547 499		547 499	535 811	
	402 254	929 906	8 924		920 982		920 982	835 614	
						2 601	2 601	2 239	
30 555	402 254	1 493 902	22 839	2 581	1 468 482	2 601	1 471 082	1 373 664	
(874)		31 970	1	268	31 700		31 700	31 638	
		34	6		28		28	34	
						187	187	165	
13 342		537 445	2	10 173	527 270		527 270	489 901	
	13 523	17 937	35		17 902		17 902	26 672	
						4 021	4 021	4 779	
17 899		580 430		18 183	562 247		562 247	551 831	
	1 983	1 983			1 983		1 983	2 545	
						11 403	11 403	11 490	
30 367	15 505	1 169 799	44	28 624	1 141 131	15 611	1 156 742	1 119 055	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)</b>							
<b>Portefeuille: Services gouvernementaux</b>							
Services gouvernementaux	2-196	192 904					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		192 914					
<b>Portefeuille: Travail</b>							
Travail	2-218	30 317	636				
Permanents		2 935					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		33 252	636				
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>5 753 273</b>	<b>6 076</b>	<b>3 178</b>	<b>35</b>	<b>3 329</b>	

16 L'augmentation est principalement attribuable aux honoraires de gestion, facturés par le Centre des services partagés du Québec, relatifs au projet Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR) et aux frais d'exploitation et d'amortissement de SAGIR.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
14 421		207 325 10	24 521	6 310	176 494 10		176 494 <sup>16</sup> 10	152 336 1 362	
						7 362	7 362	6 852	
14 421		207 335	24 521	6 310	176 503	7 362	183 865	160 550	
4 079		35 032 2 935	2 275 77	73 15	32 684 2 843		32 684 2 843	34 570 2 717	
						838	838	867	
4 079		37 966	2 352	87	35 527	838	36 365	38 154	
(674 196)	436 159	5 527 852	(540 044)	925 341	5 142 555	45 304	5 187 859	5 020 490	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

		Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
			Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
				Reports	Votés sur plus d'un an			
			+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: SERVICE DE LA DETTE</b>								
<b>Portefeuille: Finances</b>								
Service de la dette	2-126		6 104 000					
Permanents								
Ne nécessitant pas de crédits								
Total du portefeuille			6 104 000					
			<b>6 104 000</b>					
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>								
<b>TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS AVANT DÉPENSES EXCEPTIONNELLES LIÉES À LA RÉFORME COMPTABLE</b>								
			<b>67 022 887</b>	<b>25 155</b>	<b>449 000</b>	<b>57 603</b>	<b>2 474</b>	<b>8 763 223</b>
Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable								
			<b>67 022 887</b>	<b>25 155</b>	<b>449 000</b>	<b>57 603</b>	<b>2 474</b>	<b>8 763 223</b>
<b>TOTAL</b>								
Votés			48 156 648	25 155	449 000	57 603		8 749 394
Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable								
Éducation, Loisir et Sport								
Santé et Services sociaux								
Permanents			18 866 239				2 474	13 829
Ne nécessitant pas de crédits								
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)								
Ajustements négatifs de provisions								

- 17 Incluant 3 755 240 (2009: 4 372 324) pour le service de la dette directe et 2 370 987 (2009 : 2 116 075) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.
- 18 La diminution est principalement attribuable aux revenus générés par le Fonds des congés de maladie accumulés, lesquels sont présentés en diminution de la dépense d'intérêts. Les revenus générés par le Fonds ont débuté le 31 octobre 2008.
- 19 Montant porté à la dette nette à la suite d'une modification comptable sur le calcul des intérêts du compte des régimes de retraite.
- 20 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		*
							2010	2009	
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
	1 155 763	7 259 763	4 760	1 128 776 <sup>19</sup>	6 126 228	(8 939)	6 126 228 <sup>17</sup> (8 939) <sup>18</sup>	19 208 6 488 400 (3 829)	
	1 155 763	7 259 763	4 760	1 128 776	6 126 228	(8 939)	6 117 288	6 503 778	
	<b>1 155 763</b>	<b>7 259 763</b>	<b>4 760</b>	<b>1 128 776</b>	<b>6 126 228</b>	<b>(8 939)</b>	<b>6 117 288</b>	<b>6 503 778</b>	
	<b>1 912 664<sup>20</sup></b>	<b>78 233 005</b>	<b>(217 931)</b>	<b>11 020 054</b>	<b>67 430 882</b>	<b>265 369</b>	<b>67 696 251</b>	<b>65 054 100</b>	
				(8 374 488)	8 374 488		8 374 488		
	<b>1 912 664</b>	<b>78 233 005</b>	<b>(217 931)</b>	<b>2 645 566</b>	<b>75 805 370</b>	<b>265 369</b>	<b>76 070 739</b>	<b>65 054 100</b>	
		57 437 800	(370 502)	9 881 978	47 926 324		47 926 324	45 646 920	
				(4 247 400)	4 247 400		4 247 400		
				(4 127 088)	4 127 088		4 127 088		
	1 912 664	20 795 205	114 769	1 138 077	19 542 360		19 542 360	19 197 085	
						245 285	245 285	243 237	
						20 085	20 085		
			37 802		(37 802)		(37 802)	(33 141)	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*= Rémunération
<b>Assemblée nationale</b>	<b>111 328</b>	<b>109 767</b>	<b>87 051</b>
<b>Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>			
Commissaire au lobbying	2 800	2 797	1 960
Directeur général des élections - Commission de la représentation	28 228	26 645	16 418
Protecteur du citoyen	14 828	14 821	12 195
Vérificateur général	25 622	23 530	18 622
	<b>71 478</b>	<b>67 793</b>	<b>49 194</b>
<b>Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 807 389	1 793 534	33 428
Commission municipale du Québec	2 336	1 932	1 486
Régie du logement	18 818	18 818	13 543
	<b>1 828 544</b>	<b>1 814 284</b>	<b>48 457</b>
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	727 314 <sup>1</sup>	1 075 112 <sup>1</sup>	114 349
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 853	8 853	7 163
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 310	4 310	3 316
	<b>740 477</b>	<b>1 088 275</b>	<b>124 828</b>
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>			
Conseil du trésor	448 533	415 680	356 832
Commission de la fonction publique	3 600	3 400	2 642
	<b>452 134</b>	<b>419 080</b>	<b>359 474</b>
<b>Conseil exécutif</b>			
Ministère du Conseil exécutif	323 625	304 552	53 082
Commission d'accès à l'information	6 061	5 179	4 087
	<b>329 686</b>	<b>309 731</b>	<b>57 169</b>
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	635 220	635 042	29 600
Commission des biens culturels du Québec	631	631	419
Conseil du statut de la femme	4 323	4 322	2 950
Conseil supérieur de la langue française	1 535	1 535	822
Office québécois de la langue française	21 220	21 220	14 976
	<b>662 928</b>	<b>662 750</b>	<b>48 767</b>

\* Excluant l'amortissement des immobilisations, l'utilisation des stocks et une dépense négative de 8 939 du service de la dette qui ne requièrent pas de crédits.

\*\* Ces dépenses comprennent l'amortissement (inclus dans la supercatégorie «Fonctionnement»), l'utilisation des stocks (inclus dans la supercatégorie «Transfert»), ainsi qu'un montant négatif de 8 939 (inclus dans la supercatégorie «Service de la dette»).

+	Fonctionnement	*+	Créances douteuses et autres provisions	+	Transfert	*+	Affectation à un fonds spécial	+	Service de la dette	*	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	**	Dépenses totales
	22 705				10						4 189		113 956
	838										77		2 875
	7 153				3 074						1 427		28 072
	2 626										390		15 210
	4 908										390		23 920
	15 525				3 074						2 284		70 077
	19 110		1 284		1 684 200		55 511				1 405		1 794 938
	447										3		1 935
	5 275										84		18 903
	24 832		1 284		1 684 200		55 511				1 492		1 815 777
	53 826		3 611		903 327						11 294		1 086 406
	1 690										250		9 103
	992		2								33		4 343
	56 508		3 612		903 327						11 577		1 099 851
	35 094				22 740		1 013						415 680
	758										44		3 444
	35 853				22 740		1 013				44		419 124
	17 802		790		232 878						525		305 077
	1 092										33		5 212
	18 894		790		232 878						558		310 289
	20 742		397		584 304						1 748		636 791
	213												631
	1 372										3		4 325
	697				15						8		1 543
	4 835				1 408						215		21 435
	27 859		397		585 727						1 975		664 725

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*= Rémunération
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	201 452	201 371	96 927
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 584	5 001	3 555
	<u>207 035</u>	<u>206 372</u>	<u>100 482</u>
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>	<u>916 975</u>	<u>899 972</u>	<u>60 346</u>
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport 1	14 635 455	14 628 248	97 110
Conseil supérieur de l'éducation	2 716	2 716	2 195
	<u>14 638 171</u>	<u>14 630 964</u>	<u>99 305</u>
1 Incluant les données financières de la Commission consultative de l'enseignement privé.			
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>	<u>4 372 055</u>	<u>4 366 955</u>	<u>175 539</u>
<b>Famille et Aînés</b>			
Ministère de la Famille et des Aînés	2 019 042	2 012 221	28 868
Curateur public	49 526	49 114	37 022
	<u>2 068 568</u>	<u>2 061 335</u>	<u>65 889</u>
<b>Finances</b>	<u>6 422 644</u>	<u>6 406 971</u>	<u>45 066</u>
<b>Immigration et Communautés culturelles</b>			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	163 243	163 243	78 014
Conseil des relations interculturelles	825	825	564
	<u>164 068</u>	<u>164 068</u>	<u>78 578</u>

		Créances douteuses et autres provisions				Dépenses ne nécessitant pas de crédits	
+	Fonctionnement	+	Transfert	+	Affectation à un fonds spécial	+	Dépenses totales
	+		+			*	
	57 469	96	46 879			11 834	213 206
	1 446					33	5 034
	58 915	96	46 879			11 867	218 239
	37 841	236 034	565 752			1 036	901 008
	47 032	80 461	14 403 645			22 072	14 650 319
	521					17	2 733
	47 553	80 461	14 403 645			22 088	14 653 052
	102 154	1 032	2 986 960		1 101 270	103	4 367 057
	14 501	1	1 968 851			3 473	2 015 694
	12 091	2				1 221	50 335
	26 592	3	1 968 851			4 695	2 066 030
	28 341	16 502	190 385		450	6 126 228	(7 454)
							6 399 517
	46 389		38 840			3 143	166 386
	261					1	826
	46 650		38 840			3 143	167 211

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*= Rémunération
<b>Justice</b>			
Ministère de la Justice 1	597 275	595 450	222 152
Comité de la rémunération des juges	204		
Directeur des poursuites criminelles et pénales	75 441	75 441	56 354
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 740	14 740	11 259
Conseil de la magistrature	2 249	2 223	362
Office de la protection du consommateur	8 408	8 325	5 766
	<u>698 317</u>	<u>696 180</u>	<u>295 893</u>
1 Incluant les données financières du Tribunal des droits de la personne et du Tribunal des professions.			
<b>Relations internationales</b>	<u>121 109</u>	<u>120 862</u>	<u>60 288</u>
<b>Ressources naturelles et Faune</b>	<u>634 560</u> <sup>1</sup>	<u>668 058</u> <sup>1</sup>	<u>158 327</u>
1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-158.			
<b>Revenu</b>	<u>1 483 129</u>	<u>1 468 482</u>	<u>330 211</u>
<b>Santé et Services sociaux</b>			
Ministère de la Santé et Services sociaux 1	20 038 170 <sup>2</sup>	20 285 611 <sup>2</sup>	56 351
Office des personnes handicapées du Québec	12 579	12 579	8 532
Régie de l'assurance maladie du Québec	<u>7 223 191</u>	<u>7 147 333</u>	
	<u>27 273 939</u>	<u>27 445 523</u>	<u>64 883</u>
1 Incluant les données financières du Commissaire à la santé et au bien-être.			
2 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-174.			
3 Excluant 20 085 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».			
<b>Sécurité publique</b>			
Ministère de la Sécurité publique	1 114 395	1 114 358	520 986
Bureau du coroner	7 530	7 530	3 240
Régie des alcools, des courses et des jeux	14 633	14 627	11 653
Commission québécoise des libérations conditionnelles	<u>4 615</u>	<u>4 615</u>	<u>2 901</u>
	<u>1 141 174</u>	<u>1 141 131</u>	<u>538 781</u>
<b>Services gouvernementaux</b>	<u>186 858</u>	<u>176 503</u>	<u>11 467</u>

1-37

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*= Rémunération
<b>Tourisme</b>	<u>144 773</u>	<u>144 552</u>	
<b>Transports</b>			
Ministère des Transports	2 639 238	2 314 650	192 857
Commission des transports du Québec	<u>11 506</u>	<u>11 098</u>	<u>8 273</u>
	<u>2 650 744</u>	<u>2 325 748</u>	<u>201 130</u>
<b>Travail</b>			
Ministère du Travail	25 932	25 449	9 066
Commission de l'équité salariale	6 621	6 621	4 219
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	619	619	403
Conseil des services essentiels	<u>2 909</u>	<u>2 838</u>	<u>2 008</u>
	<u>36 081</u>	<u>35 527</u>	<u>15 697</u>
<b>TOTAL GOUVERNEMENTAL</b>	<u><b>67 356 775</b></u>	<u><b>67 430 882</b></u>	<u><b>3 076 821</b></u>

1 Excluant 20 085 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

2 Excluant une dépense négative de 8 939 afférente aux intérêts sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés laquelle est présentée dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

+	Fonctionnement	*+	Créances douteuses et autres provisions	+	Transfert	*+	Affectation à un fonds spécial	+	Service de la dette	*	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	**	Dépenses totales
					81 915		62 637						144 552
	437 745		169		628 929		1 054 950				124 567		2 439 218
	2 825										2 364		13 462
	440 570		169		628 929		1 054 950				126 931		2 452 679
	4 946				11 436						709		26 158
	2 402										116		6 737
	215												619
	830										13		2 851
	8 394				11 436						838		36 365
	1 997 988		1 255 520		52 016 339	<sup>1</sup>	2 957 987		6 126 228	<sup>2</sup>	265 369		67 696 251

## SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises	10	50
Établissements de santé et de services sociaux	12 337 092	4 851 864
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	10 567 572	1 739 749
Municipalités et organismes municipaux		245
Organismes à but non lucratif	534	36 436
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres	6	6
Organismes et entreprises du gouvernement	5 778 064	348 643
	<b>28 683 278</b>	<b>6 976 993</b>

### RÉPARTITION:

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	20 965	8 291
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 000	10 000
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	22 587	
6	Conseil exécutif		2 224
7	Culture, Communications et Condition féminine	127 699	73 428
8	Développement durable, Environnement et Parcs	6	6 156
9	Développement économique, Innovation et Exportation	9 784	47 300
10	Éducation, Loisir et Sport	10 560 271	1 746 051
11	Emploi et Solidarité sociale	4 737	1 858
12	Famille et Aînés		32 824
13	Finances	11 704	2 619
14	Immigration et Communautés culturelles	10	
15	Justice	74 923	16 432
16	Relations internationales		
17	Ressources naturelles et Faune		
18	Revenu		
19	Santé et Services sociaux	17 753 433	4 962 726
20	Sécurité publique		7 999
21	Services gouvernementaux		
22	Tourisme	26 257	26 864
23	Transports	16 696	30 341
24	Travail	9 207	1 882
		<hr/>	<hr/>
		28 683 278	6 976 993

\* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

\*\* Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

Capital **		Intérêts	Support	2010	2009 <sup>1</sup>
Principal	Autres				
10 726	29 865	4 782	1 772 193	1 817 627	1 278 633
325 456	98 079	201 810	675 611	18 489 913	17 256 171
591 697	158 098	521 763	426 398	14 005 278	13 790 589
377 961	28 055	299 522	1 170 377	1 876 159	1 701 986
105 163	21 837	96 802	2 876 490	3 137 262	3 099 743
			2 910 738	2 910 738	2 791 816
			2 015 906	2 015 906	6 945 525
10 265	34 546	1 721	782 843	829 387	750 456
241 273	21 810	152 002	412 360	6 954 153	1 620 035
<b>1 662 543</b>	<b>392 291</b>	<b>1 278 404</b>	<b>13 042 916</b>	<b>52 036 424</b>	<b>49 234 954</b>
			10	10	16 1
			3 074	3 074	12 762 2
327 905	27 290	305 962	993 788	1 684 200	1 686 113 3
119	17 366	140	830 702	903 327	511 132 4
			153	22 740	23 713 5
9 333		5 117	216 204	232 878	218 018 6
81 196		43 585	259 820	585 727	574 041 7
19 283	1 625	6 514	13 296	46 879	48 077 8
2 362	20 555	3 901	481 849	565 752	554 156 9
577 050	158 948	518 413	842 911	14 403 645	14 142 127 10
	371		2 979 995	2 986 960	2 880 624 11
13 186	1 796	10 058	1 910 986	1 968 851	1 868 140 12
			176 063	190 385	148 855 13
			38 830	38 840	35 032 14
	523		128 046	219 923	218 596 15
			29 595	29 595	39 541 16
6 440			27 949	34 389	23 341 17
			3 399	3 399	3 812 18
446 106	117 526	265 788	3 757 238	27 302 818	25 473 957 19
393			77 026	85 419	86 293 20
			5 332	5 332	3 380 21
12 018		16 777		81 915	79 579 22
167 151	46 291	102 125	266 325	628 929	588 049 23
		24	323	11 436	15 603 24
<b>1 662 543</b>	<b>392 291</b>	<b>1 278 404</b>	<b>13 042 916</b>	<b>52 036 424</b>	<b>49 234 954</b>
<b>2 054 833</b>					

# SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2010	2009 <sup>1</sup>
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					55 511	55 511	50 541
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		1	201	811		1 013	5 015
Emploi et Solidarité sociale	114 438	67 337	6 279	500	912 716	1 101 270	1 091 064
Finances		450				450	450
Justice					16 519	16 519	15 197
Ressources naturelles et Faune	76 038	119 925	12 400	15 980	91 875	316 219	283 072
Revenu		72 270	42 007			114 277	119 971
Sécurité publique	183 331	46 060	5 750			235 141	234 435
Tourisme	15 954	20 999			25 684	62 637	57 233
Transports	61 173	74 233	513 424	406 119		1 054 950	1 091 468
	<b>450 935</b>	<b>401 276</b>	<b>580 061</b>	<b>423 411</b>	<b>1 102 305</b>	<b>2 957 987</b>	<b>2 948 445</b>

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

## SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Allocation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili- sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	87 051			87 051	723	87 774
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	49 194			49 194		49 194
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	48 457	20 965		69 421		69 421
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 828	45 000		169 828	741	170 569
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	359 474	22 587		382 061		382 061
Conseil exécutif	57 169			57 169		57 169
Culture, Communications et Condition féminine	48 767	127 699		176 465		176 465
Développement durable, Environnement et Parcs	100 482	6		100 488	1 252	101 740
Développement économique, Innovation et Exportation	60 346	9 784		70 129	361	70 490
Éducation, Loisir et Sport	99 305	10 560 271		10 659 576	199	10 659 775
Emploi et Solidarité sociale	175 539	4 737	114 438	294 714		294 714
Famille et Aînés	65 889			65 889	572	66 461
Finances	45 066	11 704		56 769		56 769
Immigration et Communautés culturelles	78 578	10		78 588	1 071	79 659
Justice	295 893	74 923		370 816	2 758	373 574
Relations internationales	60 288			60 288		60 288
Ressources naturelles et Faune	158 327		76 038	234 365	4 086	238 451
Revenu	330 211			330 211		330 211
Santé et Services sociaux	64 883	17 753 433		17 818 316		17 818 316
Sécurité publique	538 781		183 331	722 112	4 295	726 407
Services gouvernementaux	11 467			11 467		11 467
Tourisme		26 257	15 954	42 211		42 211
Transports	201 130	16 696	61 173	279 000	1 442	280 442
Travail	15 697	9 207		24 904		24 904
	<b>3 076 821</b>	<b>28 683 278</b>	<b>450 935</b>	<b>32 211 033</b>	<b>17 501</b>	<b>32 228 534</b>



## **DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS**



---

## SECTION 2

### DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

---

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale.....	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale .....	2-11
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire .....	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation .....	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale .....	2-41
Conseil exécutif.....	2-51
Culture, Communications et Condition féminine.....	2-61
Développement durable, Environnement et Parcs .....	2-70
Développement économique, Innovation et Exportation .....	2-79
Éducation, Loisir et Sport.....	2-88
Emploi et Solidarité sociale.....	2-103
Famille et Aînés .....	2-111
Finances .....	2-119
Immigration et Communautés culturelles.....	2-131
Justice.....	2-138
Relations internationales.....	2-149
Ressources naturelles et Faune .....	2-155
Revenu.....	2-166
Santé et Services sociaux.....	2-173
Sécurité publique .....	2-186
Services gouvernementaux .....	2-195
Tourisme.....	2-202
Transports.....	2-208
Travail .....	2-217

#### ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.



**ASSEMBLÉE NATIONALE****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 608	3 172
Divers	<u>3</u>	
	2 611	3 172
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	<u>2 608</u>	<u>3 172</u>
	<u>3</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>313</u>	<u>197</u>
	<u>317</u>	<u>197</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>317</u>	<u>197</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>317</u></u>	<u><u>197</u></u>

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-22					
Secrétariat général et affaires parlementaires					
1.   Secrétariat général et affaires juridiques					
Permanents 1	1 728			1 728	1 488
2.   Affaires parlementaires et bibliothèque					
Permanents 1	8 109			8 067	6 939
TOTAL	9 837			9 795	8 427
1    Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-22					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
1.   Affaires informationnelles et institutionnelles					
Permanents 1	7 540	11		6 575	4 985
2.   Affaires administratives et sécurité					
Permanents 1	41 151	1	6 810	33 792	25 712
Permanents 2	3				
Ne nécessitant pas de crédits				4 189	
TOTAL	48 694	12	6 810	44 557	30 698
1    Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
2    Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

240							
1 128							42
1 368							43

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

1 590							953
8 080							548
4 189							3
13 860							1 505

# ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-22					
Services statutaires aux parlementaires					
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents 1	16 256			16 256	16 256
Permanents 2	10 226	28		10 159	1 055
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents 2	26 038			26 038	23 891
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents 2	2 373			2 358	1 932
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents 1	4 793			4 793	4 793
TOTAL	59 685	28		59 604	47 927
1 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	118 217	40	6 810	109 767	87 051
Ne nécessitant pas de crédits				4 189	
<b>TOTAL</b>	<b>118 217</b>	<b>40</b>	<b>6 810</b>	<b>113 956</b>	<b>87 051</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 6 137 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

9 104							39
2 137		10					
426							14
11 667		10					53
22 705		10					1 600
4 189							
<b>26 895</b>		<b>10</b>					<b>1 600</b>

**ASSEMBLÉE NATIONALE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires</b>			
Autres	<u>10</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<u><b>10</b></u>		

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		10			10	16
		<b>10</b>			<b>10</b>	<b>16</b>

---

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>10</u>	<u>10</u>	<u>16</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>10</u></b>	<b><u>10</u></b>	<b><u>16</u></b>

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Divers	4	
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	688	297
Divers	69	85
	757	382
Intérêts		
Divers	3	13
Amendes et confiscations		
Divers	13	16
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	438	872
Contributions volontaires	52	18
Divers	1	1
	489	891
	1 262	1 301
<b>Total des revenus autonomes</b>	1 266	1 301
<b>Total des revenus</b>	1 266	1 301

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22					
Le Protecteur du citoyen					
1. Le Protecteur du citoyen	14 654		152	14 502	11 876
Permanents 1	326			318	318
Ne nécessitant pas de crédits				390	
TOTAL	14 980		152	15 210	12 195
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22					
Le Vérificateur général					
1. Le Vérificateur général	25 977		262	23 530	18 622
Ne nécessitant pas de crédits				390	
TOTAL	25 977		262	23 920	18 622
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22					
Administration du système électoral					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents 1	20 523		737	18 362	14 095
Ne nécessitant pas de crédits				533	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents	118			53	
3. Activités électorales					
Permanents 1	11 587		1 698	8 230	2 323
Ne nécessitant pas de crédits				894	
TOTAL	32 228		2 435	28 072	16 418
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

2 626							8
390							
3 016							8

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

4 908							2 186
390							
5 298							2 186

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

4 267							1 424
533							
53							65
2 833		3 074					1 659
894							
8 581		3 074					3 149

# PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
Le Commissaire au lobbying					
1. Le Commissaire au lobbying	2 955		155	2 797	1 960
Ne nécessitant pas de crédits				77	
TOTAL	2 955		155	2 875	1 960
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 587		569	40 829	32 458
Permanents	32 554		2 435	26 963	16 736
Ne nécessitant pas de crédits				2 284	
TOTAL	76 141		3 004	70 077	49 194 <sup>1</sup>

1 Incluant 7 756 à l'égard de 71 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

838							3
77							
915							3
8 371							2 188
7 153		3 074					3 156
2 284							
17 809		3 074					5 345

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 3 - Administration du système électoral</b>			
Financement des partis politiques	2 869		
Remboursement des dépenses électorales	<u>205</u>		
Total du programme 3	<u>3 074</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>3 074</u></b>		

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		2 869			2 869	2 877
		205			205	9 885
		3 074			3 074	12 762
		<b>3 074</b>			<b>3 074</b>	<b>12 762</b>

---

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>3 074</u>	<u>3 074</u>	<u>12 762</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 074</u></b>	<b><u>3 074</u></b>	<b><u>12 762</u></b>

**AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE**
**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**
**Année financière terminée le 31 mars 2010**

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 779	4 746
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	29	36
	29	36
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 595	1 245
Divers	7	23
	1 602	1 268
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	59	159
Subventions d'années antérieures	40	1 146
Divers		6
	99	1 311
	1 730	2 615
<b>Total des revenus autonomes</b>	<b>6 509</b>	<b>7 361</b>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Programme d'infrastructures	11 013 <sup>1</sup>	43 890
Infrastructures 2008	14 728 <sup>2</sup>	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 864	
Infrastructures 2005	55 169 <sup>3</sup>	36 992
Programme d'infrastructures de loisirs	65	
	84 839	80 883
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Programme d'infrastructures	11 013 <sup>1</sup>	43 890
Infrastructures 2008	14 728 <sup>2</sup>	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 864	
Infrastructures 2005	55 169 <sup>3</sup>	36 992
Programme d'infrastructures de loisirs	65	
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>6 509</b>	<b>7 361</b>

1 La diminution s'explique principalement par la réduction des travaux relatifs au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000. Le programme doit se terminer en 2010-2011.

2 L'augmentation s'explique par la signature, le 3 septembre 2008, de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure. Elle est attribuable à une des composantes de cette entente-cadre, soit le Fonds Chantiers Canada, qui a pour objectif de renouveler et construire des infrastructures, stimuler l'économie et l'emploi au Québec.

3 L'augmentation s'explique principalement par la prolongation des travaux réalisés dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale. La réalisation de plusieurs projets a été reportée jusqu'en 2011-2012.

**AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE**

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
Promotion et développement de la Métropole					
1. Aide au développement de la Métropole	105 544			105 544	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	20 096	2 521		17 504	
Permanents 1	1 284			1 284	
TOTAL	126 924	2 521		124 332	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

**PROGRAMME 2**

**Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain**

Sommaire : page 1-14

1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 356			21 356	
2. Assainissement des eaux du Québec	323 114			310 000	
3. Infrastructures	115 824			115 822	1 824
4. Renouveau urbain et villageois	9 782			9 782	
<b>TOTAL</b>	<b>470 076</b>			<b>456 960</b>	<b>1 824</b>

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p>Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.</p>							
		105 544					
		17 504					72
	1 284						
	1 284	123 048					72

<p>Ce programme procure le financement requis pour faciliter, entre autres, la mise en place et la réfection de réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées, ainsi que d'installation de traitement de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées des municipalités dans toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction et à la réfection d'infrastructures des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique, particulièrement par les programmes d'Infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.</p>							
		21 356					
27		309 973			13 114		
329		113 668			2		
		9 782					
356		454 779			13 116		

# AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		

PROGRAMME 3  
Sommaire : page 1-22

## Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

1.	Compensation tenant lieu de taxes	309 964			309 964	
2.	Aide financière aux municipalités	20 810			20 810	
	Permanents 1	292				
3.	Mesures financières du partenariat fiscal	263 840			263 840	
TOTAL		594 905			594 613	
1	Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).					

PROGRAMME 4  
Sommaire : page 1-22

## Administration générale

1.	Direction	4 902	1		4 791	2 464
	Permanents 1	17			17	
2.	Gestion	65 962		4 257	47 670	29 139
	Ne nécessitant pas de crédits				1 405	
TOTAL		70 881	1	4 257	53 883	31 603
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 5  
Sommaire : page 1-14

## Développement des régions et ruralité

1.	Soutien au développement local et régional	124 460			124 460	
TOTAL		124 460			124 460	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

		309 964					
		20 810					292
		263 840					
		594 613					292

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

581	1 747			8	102	
17						
18 157	374				331	13 704
1 405						
20 159	2 121			8	433	13 704

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et à la ruralité.

	68 948	55 511				
	68 948	55 511				

# AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-22					
Commission municipale du Québec					
1. Commission municipale du Québec	2 371		8	1 932	1 486
Ne nécessitant pas de crédits				3	
TOTAL	2 371		8	1 935	1 486
PROGRAMME 7					
Sommaire : page 1-14					
Habitation					
1. Société d'habitation du Québec	440 691			440 691	
TOTAL	440 691			440 691	
PROGRAMME 8					
Sommaire : page 1-22					
Régie du logement					
1. Régie du logement	23 418		267	18 818	13 543
Ne nécessitant pas de crédits				84	
TOTAL	23 418		267	18 903	13 543
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 852 134	2 522	4 532	1 812 983	48 457
Permanents	1 593			1 301	
Ne nécessitant pas de crédits				1 492	
TOTAL	1 853 727	2 522	4 532	1 815 777	48 457 <sup>1</sup>

1 Incluant 12 148 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxes.

447					403	1	27
3							
450					403	1	27

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

		440 691					
		440 691					

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

5 275							4 333
84							
5 359							4 333

  

24 815		1 684 200	55 511		13 528	433	18 136
17	1 284						292
1 492							
26 324	1 284	1 684 200	55 511		13 528	433	18 428

**AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE**
**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**
**Année financière terminée le 31 mars 2010**

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole</b>			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 504		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	15 449		
Fonds de développement de la Métropole	18 203	1 495	
Grand Montréal Bleu	313		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de Métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 579		
Soutien au développement économique de Montréal	25 000		
Autres			
Total du programme 1	123 048	1 495	
<b>Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain</b>			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	7 538		
Assainissement des eaux du Québec	323 087		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 356		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands Projets	1 668		
Infrastructures Canada-Québec 2000	31 587		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	6 611	1 858	
Infrastructures municipales en milieu nordique	6 372		
Infrastructures Québec-Municipalités	59 527		
Renouveau urbain et villageois	9 782		
Autres	365		
Total du programme 2	467 893	1 858	
<b>Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités</b>			
Aide aux municipalités reconstituées	857		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 538		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 465		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	283 762		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	23 736		
Mesures financières du partenariat fiscal	263 840		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 998		
Programme de neutralité	2 775		
Regroupement municipal	425		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 374		
Autres	5 135		
Total du programme 3	594 905		
<b>Programme 4 - Administration générale</b>			
Autres	2 128	27	1
<b>Programme 5 - Développement des régions et ruralité</b>			
Communautés rurales branchées	120		
Économie sociale	1 347		
Fonds conjoncturel de développement	3 560	50	
Fonds d'aide au développement des territoires de la région			
Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	2 256		
Fonds d'intervention stratégique régional	2 887	1 897	
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	6 659		
Politique nationale de la ruralité	40 473	1 512	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	2 030		
Villages branchés du Québec	3 877		
Autres	5 740		
Total du programme 5	68 948	3 460	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		17 504			17 504	17 399
15 449					15 449	15 121
100	5 401	11 207			18 203	17 450
	313				313	314
	25 000				25 000	
	21 579				21 579	21 311
	25 000				25 000	18 000
						50
15 549	77 293	28 711			123 048	89 646
	7 538				7 538	8 282
	309 973				309 973	405 311
	21 356				21 356	21 696
	1 668				1 668	
849	27 739	2 999			31 587	28 833
	4 175	579			6 611	11 741
	6 372				6 372	5 924
1 480	47 556	10 491			59 527	50 942
	9 782				9 782	10 187
		365			365	426
2 329	436 158	14 434			454 779	543 343
	857				857	544
	4 538				4 538	5 136
29	2 436				2 465	2 439
	283 762				283 762	275 323
	23 736				23 736	22 335
	263 840				263 840	263 840
	5 998				5 998	5 998
	2 775				2 775	6 750
	425				425	383
	1 374				1 374	1 353
	3 263	1 580			4 843	4 272
29	593 004	1 580			594 613	588 373
95	107	1 877		15	2 121	1 933
	58	62			120	
40	500	807			1 347	634
175	947	2 388			3 560	3 135
	865	1 391			2 256	3 575
	350	640			2 887	2 318
						253
	6 609	50			6 659	4 900
299	35 602	3 060			40 473	33 358
	34	1 996			2 030	
	3 336	541			3 877	3 195
	740	5 000			5 740	429
514	49 040	15 935			68 948	51 797

**AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE**

**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 7 - Habitation</b>			
Aide à l'amélioration de l'habitat	38 013		
Aide au logement social, communautaire et abordable	369 560		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	414	296	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	32 704		
Total du programme 7	<u>440 691</u>	<u>296</u>	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>1 697 613</u></b>	<b><u>7 135</u></b>	<b><u>1</u></b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		388	37 625		38 013	43 926
		247 101	122 459		369 560	336 833
		118			414	485
				32 704	32 704	29 779
		247 607	160 084	32 704	440 691	411 023
<b>18 516</b>	<b>1 155 601</b>	<b>310 144</b>	<b>160 084</b>	<b>32 719</b>	<b>1 684 200</b>	<b>1 686 113</b>

---



# **AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE**

## **DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	20 965	20 965	19 337
Fonctionnement	8 291	8 291	6 914
Capital	355 195	355 195	401 646
Intérêt	305 962	305 962	340 911
Support	<u>1 007 201</u>	<u>993 788</u>	<u>917 306</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 697 613</u></b>	<b><u>1 684 200</u></b>	<b><u>1 686 113</u></b>

## **DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>55 511</u>	<u>55 511</u>	<u>50 541</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>55 511</u></b>	<b><u>55 511</u></b>	<b><u>50 541</u></b>

# AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	68	22
Autres		
Études de dossiers	486	470
Demande d'autorisation - zone agricole	608	571
Commercialisation des grains	216	218
Mise en marché	141	106
Abattoir et atelier	229	231
Inséminateurs	69	65
Acte déclaratoire - CPTAQ	116	103
Pêche commerciale	113	93
Préparation ou mise en conserve du poisson	67	61
Restauration et ventes au détail d'aliments	11 295	11 309
Divers	77	68
	13 416	13 295
	13 484	13 317
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Cours	50	40
Eau	93	126
Cale de halage	60	61
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	565	499
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	28	58
Aide technique et soutien	73	76
Autres aides à l'agriculteur	1 038	1 041
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 570	3 628
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	8 075	
Divers	90	109
	19 774	11 771
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 570	3 628
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	8 075	
	1 997	2 011
Intérêts		
Prêts à des entreprises agro-alimentaires		101
Divers	45	61
	45	162
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	420	461
Subventions d'années antérieures	653	645
Divers	10	14
	1 083	1 121
	3 125	3 294
<b>Total des revenus autonomes</b>	<b>16 610</b>	<b>16 611</b>

## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	160 186 <sup>1</sup>	250 356
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	160 186 <sup>1</sup>	250 356
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>16 610</b>	<b>16 611</b>

<sup>1</sup> La diminution est principalement attribuable à la baisse de la contribution fédérale relative au programme Agri-stabilité et au programme Agri-investissement pour des montants respectifs de 57 500 et 23 900.

# AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	237 681	10	62	237 608	40 596
Permanents 1	140			140	
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	24 060	2	423	23 633	6 486
3. Institut de technologie agroalimentaire	20 275		599	19 676	15 523
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	56 238		816	55 422	24 648
5. Direction et services à la gestion	89 295		35 789	53 506	27 095
Permanents 2	128			128	
Permanents 3	18				
Permanents 4	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				11 294	
Ajustements négatifs de provisions				(11)	
TOTAL	427 846	13	37 689	401 406	114 349
1 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

## PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-16

## Organismes d'État

1. La Financière agricole du Québec	337 187			685 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 051		197	8 853	7 163
Ne nécessitant pas de crédits				250	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 328		18	4 308	3 316
Permanents 1	2			2	
Ne nécessitant pas de crédits				33	
TOTAL	350 568		215	698 445	10 479
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

11 672		185 340					1
	140						
2 175	3 353	11 619					2
1 955		2 197					
11 604		19 170					
26 410							
	128						18
10							
11 294							
	(11)						
65 120	3 611	218 327					21

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

		685 000					(347 813)
1 690							1
250							
992							2
	2						
33							
2 964	2	685 000					(347 810)

# **AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>					
Votés	778 116	13	37 904	1 088 006	124 828
Permanents	297			280	
Ne nécessitant pas de crédits				11 577	
Ajustements négatifs de provisions				(11)	
<b>TOTAL</b>	<b>778 413</b>	<b>13</b>	<b>37 904</b>	<b>1 099 851</b>	<b>124 828</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 14 771 à l'égard de 142 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
56 498	3 353	903 327					(347 807)
10	270						18
11 577							
	(11)						
<b>68 084</b>	<b>3 612</b>	<b>903 327</b>					<b>(347 789)</b>

# AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments</b>			
Aide à la recherche et au transfert technologique	21 243	3 524	
Amélioration de la santé animale	14 517	14 517	
Appui à la formation	2 198	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 619	9 470	
Appui au développement en région	14 403	11 770	
Appui au secteur de la transformation	7 297	4 548	
Prime-Vert	25 494	23 334	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	114 379	114 379	
Traçabilité des aliments	3 604		
Autres	3 574	1 798	
Total du programme 1	218 327	183 351	
<b>Programme 2 - Organismes d'État</b>			
La Financière agricole du Québec	337 187 <sup>1</sup>	630 000	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>555 515</b>	<b>813 351</b>	

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-34.

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
2 078		15 640			21 243	16 076
					14 517	15 334
1 264		923			2 197	1 589
329	11	1 809			11 619	8 346
18	450	2 165			14 403	11 404
79	4	2 666			7 297	7 108
	50	2 110			25 494	28 683
					114 379	111 577
		3 604			3 604	2 688
36	20	1 720			3 574	3 327
3 804	534	30 638			218 327	206 132
				55 000	685 000 <sup>1</sup>	305 000
<b>3 804</b>	<b>534</b>	<b>30 638</b>		<b>55 000</b>	<b>903 327</b>	<b>511 132</b>

---

# AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	45 000	45 000	44 113
Fonctionnement	10 000	10 000	12 319
Capital	17 485	17 485	21 183
Intérêt	140	140	145
Support	<u>482 890</u> <sup>1</sup>	<u>830 702</u> <sup>1</sup>	<u>433 371</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>555 515</u></b>	<b><u>903 327</u></b>	<b><u>511 132</u></b>

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-34.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	4 237	4 791
Intérêts		
Divers		984
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	9 412	8 447
	13 649	14 221
<b>Total des revenus autonomes</b>	13 649	14 221
<b>Total des revenus</b>	13 649	14 221

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
Secrétariat du Conseil du trésor					
1.	Soutien au Conseil du trésor	43 172		43 072	26 396
	Permanents 1	10		9	
2.	Fonctions gouvernementales	19 092		19 092	322
3.	Contributions de l'employeur				
	Ajustements négatifs de provisions			(30 556) 2	(30 556)
4.	Fonds dédiés aux sinistres	806		806	
5.	Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100			
6.	Provision pour passif environnemental	170 177	853 373 3		
7.	Provision pour l'équité salariale	39 473		48 900	48 900
TOTAL		272 829	853 373	81 323	45 062
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Ajustements négatifs de provisions afférents à une provision maladie vacances.					
3 Incluant 170 177 relatifs à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2008-2009 et 683 196 portés à la dette nette pour un passif environnemental à l'égard de terrains contaminés existants au 31 mars 2006.					

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-24

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique	3 759		84	3 400	2 642
Ne nécessitant pas de crédits				44	
<b>TOTAL</b>	<b>3 759</b>		<b>84</b>	<b>3 444</b>	<b>2 642</b>

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p>Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, ainsi qu'en matière de modernisation de l'État. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, notamment en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.</p>							
16 316		153	207				100
9							1
18 770							
			806				100
							(683 196)
							(9 427)
35 094		153	1 013				(692 423)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission lui permettant de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis et d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

758					104		171
44							
802					104		171

# CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Régimes de retraite et d'assurances					
Sommaire : page 1-24					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents 1	22 370			22 370	22 370
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents 2	21 995			21 483	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents 3	182 233			182 233	182 233
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents 4	1 748 12			1 748 12	644 12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents 5	11 535			11 535	11 535
6. Régime de retraite des juges Permanents 6	9 987			8 993	8 993
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents 7	16 192			16 192	16 192
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents 8	80 009			69 791	69 791
TOTAL	346 081			334 358	311 770

- 1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).
- 2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).
- 3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
- 4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).
- 5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).
- 6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
- 7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).
- 8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.							
		21 483					512
		1 104					
							994
							10 217
		22 587					11 723

# CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		Fonds de suppléance			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2009-2010					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures					
TOTAL					
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>					
Votés	278 327	853 373	84	117 018	78 904
Permanents	344 342			332 619	311 127
Ne nécessitant pas de crédits				44	
Ajustements négatifs de provisions				(30 556)	(30 556)
<b>TOTAL</b>	<b>622 669</b>	<b>853 373</b>	<b>84</b>	<b>419 124</b>	<b>359 474</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 6 449 à l'égard de 58 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

35 844		1 257	1 013		104		(692 252)
9		21 483					11 724
44							
<b>35 897</b>		<b>22 740</b>	<b>1 013</b>		<b>104</b>		<b>(680 528)</b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor</b>			
Autres	<u>153</u>	<u>7</u>	
<b>Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances</b>			
Assurance collective sur la vie des employés publics	1 104		765
Régime de retraite de certains enseignants	<u>21 995</u>		
Total du programme 3	<u>23 099</u>		<u>765</u>
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<u><b>23 252</b></u>	<u><b>7</b></u>	<u><b>765</b></u>

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
	4	142			153	156
339					1 104	2 268
21 483					21 483	21 289
21 822					22 587	23 557
<b>21 822</b>	<b>4</b>	<b>142</b>			<b>22 740</b>	<b>23 713</b>

---

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2010	2009
Rémunération	23 096	22 587	23 557
Support	156	153	156
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>23 252</b>	<b>22 740</b>	<b>23 713</b>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2010	2009
Fonctionnement	1	1	100
Capital	201	201	298
Intérêt	811	811	4 618
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>5 015</b>

**CONSEIL EXÉCUTIF****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	185	
Divers	<u>12</u>	<u>4</u>
	197	4
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>185</u>	
	<u>12</u>	<u>4</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	29	419
Subventions d'années antérieures	<u>295</u>	<u>255</u>
	<u>323</u>	<u>673</u>
	<u>335</u>	<u>677</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>335</u>	<u>677</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>335</u></u>	<u><u>677</u></u>

## CONSEIL EXÉCUTIF

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	782			776	707
TOTAL	782			776	707
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-24					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
1. Cabinet du premier ministre	5 270			5 184	3 921
Permanents 1	386			386	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 064			11 238	9 308
3. Direction générale de l'administration	19 999	1	645	16 799	9 147
Ne nécessitant pas de crédits				465	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents 1	1 707			1 707	1 707
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	16 941			16 577	16 054
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	1 802				
TOTAL	59 169	1	645	52 355	40 137
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

68					6		
68					6		

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

823		440				25	61
386							
1 710		220			1 053	453	320
7 652					1 051	799	704
465							
523						264	100
					455		1 348
11 557		660			2 558	1 541	2 533

# CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-24					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques	722		2	501	290
Permanents 1	10			2	
Ne nécessitant pas de crédits				13	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 732		6	4 459	3 194
Ne nécessitant pas de crédits				21	
3. Représentation du Québec au Canada	2 308			1 968	1 243
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 542			5 156	739
TOTAL	15 313		7	12 121	5 466
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

## **PROGRAMME 4** **Sommaire : page 1-24** **Affaires autochtones**

1. Secrétariat aux affaires autochtones	204 378	38	12	199 540	3 609
Permanents 1	126			126	
Permanents 2	38			38	
Ne nécessitant pas de crédits				19	
<b>TOTAL</b>	<b>204 542</b>	<b>38</b>	<b>12</b>	<b>199 722</b>	<b>3 609</b>
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

139		72			130		89
2							7
13							
980		285			517	274	1 475
21							
725							340
81		4 336					386
1 961		4 694			647	274	2 297

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

3 259	752	191 921			1 076	185	3 528
126							
	38						
19							
3 404	790	191 921			1 076	185	3 528

# CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-24					
Jeunesse					
1.   Secrétariat à la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	42 255		5	38 236 6	1 668
2.   Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	768		1	749 2	577
TOTAL	43 023		6	38 993	2 245
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-24					
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information					
1.   Réforme des institutions démocratiques	1 229			687	627
2.   Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	6 723		70	5 179 33	4 087
3.   Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	590			424	291
TOTAL	8 542		70	6 323	5 005
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	329 104	39	741	307 472	55 462
Permanents	2 266			2 258	1 707
Ne nécessitant pas de crédits				558	
TOTAL	331 370	39	741	310 289	57 169 <sup>1</sup>

1 Incluant 13 327 à l'égard de 109 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

1 060		35 508			3 549	117	348
6							
171							18
2							
1 239		35 508			3 549	117	365

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

15		45			312	47	183
1 092						182	1 293
33							
83		50			84		82
1 223		95			396	229	1 558

18 380	752	232 878			8 232	2 346	10 274
514	38						7
558							
19 452	790	232 878			8 232	2 346	10 281

# CONSEIL EXÉCUTIF

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNA	175		
Autres	969	1	
Total du programme 2	1 144	1	
<b>Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes</b>			
Activités de coopération intergouvernementale	942		
Centre de la francophonie des Amériques	2 224		
Organismes francophones hors-Québec	1 450	4	
Soutien à la recherche	1 000		
Autres	73	4	
Total du programme 3	5 688	8	
<b>Programme 4 - Affaires autochtones</b>			
Entente avec la nation crie	99 608	7 473	
Entente avec la nation Naskapi	787		
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	17 783		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	44 583		
Financement global des villages nordiques	12 654		
Fonds d'initiatives autochtones	11 232	202	
Fonds de développement pour les autochtones	7 367	45	
Organismes autochtones	1 967	65	30
Autres	73		
Total du programme 4	196 054	7 785	30
<b>Programme 5 - Jeunesse</b>			
Stratégie d'action jeunesse	39 009		180
<b>Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information</b>			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	100		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>241 995</b>	<b>7 793</b>	<b>210</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
175					175	175
17	4	465			485	450
192	4	465			660	625
34		826	11		871	788
				2 224	2 224	2 025
7		1 231			1 241	1 550
220		65			285	1 204
6	6	57			72	84
266	6	2 180	11	2 224	4 694	5 650
	14 655	77 251			99 379	95 562
	393	393			787	
	5 874	11 749			17 623	16 596
	44 536				44 536	39 904
	12 654				12 654	11 612
	6 356	2 076	36		8 670	6 375
	3 805	2 705			6 555	7 088
43	671	831	2		1 643	1 527
6	5	60	1		73	73
50	88 951	95 067	39		191 921	178 738
132	11 238	23 959			35 508	32 955
		95			95	50
639	100 197	121 764	50	2 224	232 878	218 018

**CONSEIL EXÉCUTIF****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Fonctionnement	2 224	2 224	2 025
Capital	9 333	9 333	9 660
Intérêt	5 346	5 117	5 566
Support	<u>225 092</u>	<u>216 204</u>	<u>200 766</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>241 995</u></b>	<b><u>232 878</u></b>	<b><u>218 018</u></b>

# CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	16	31
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	846	750
Financement des unités autonomes de service	925	435
Divers	2	3
	<u>1 789</u>	<u>1 219</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	16	31
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	846	750
Financement des unités autonomes de service	925	435
	<u>2</u>	<u>3</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	416	1 280
Subventions d'années antérieures	111	54
Divers	15	
	<u>541</u>	<u>1 334</u>
	<u>543</u>	<u>1 337</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>543</u>	<u>1 337</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 982	
Infrastructures 2008	6 124	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	597	777
	<u>9 703</u>	<u>777</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Infrastructures 2008	6 124	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 982	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	597	777
	<u></u>	<u></u>
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	<u></u>	<u></u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>543</u></u>	<u><u>1 337</u></u>

**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE**

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-12		Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec				
1.	Gestion interne et soutien	92 094	3	49 285	42 701	26 003
	Permanents 1	10			10	
	Ne nécessitant pas de crédits				1 688	
2.	Centre de conservation du Québec	2 506		35	2 469	1 361
	Ne nécessitant pas de crédits				41	
3.	Commission des biens culturels du Québec	631			631	419
TOTAL		95 241	3	49 320	47 541	27 782
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						

**PROGRAMME 2**

**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**

Sommaire : page 1-12

1. Action culturelle et communications	162 820			162 820	
2. Musées nationaux	68 929			68 929	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	18 103			18 103	
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 010			67 010	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	136			136	
6. Société de télédiffusion du Québec	60 833			60 833	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	94 929			94 929	
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	78 304			78 304	
9. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 277			28 277	
<b>TOTAL</b>	<b>579 340</b>			<b>579 340</b>	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p>Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.</p>							
16 699							105
10							
1 688							
1 108							1
41							
213							
19 758							106

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

		162 820					
		68 929					
		18 103					
	397	66 613					
		136					
		60 833					
		94 929					
		78 304					
		28 277					
	397	578 943					

# CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
Charte de la langue française					
1.	Coordination de la politique linguistique Ne nécessitant pas de crédits	2 765	5	2 760 3	839
2.	Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	21 454	233	21 220 215	14 976
3.	Conseil supérieur de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	1 537	2	1 535 8	822
4.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	60			
TOTAL		25 816	240	25 741	16 638
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-20					
Condition féminine					
1.	Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 363	41	4 322 3	2 950
2.	Secrétariat à la condition féminine Ne nécessitant pas de crédits	7 783	9	7 762 16	1 396
TOTAL		12 146	50	12 104	4 347
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	712 533	3	49 610	662 741	48 767
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 975	
TOTAL	712 542	3	49 610	664 725	48 767 <sup>1</sup>

1 Incluant 7 581 à l'égard de 70 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

257		1 664					
3							
4 835		1 408					1
215							
697		15					
8							
							60
6 016		3 087					61

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 372							
3							
2 669		3 697					11
16							
4 060		3 697					11
27 850	397	585 727					179
10							
1 975							
29 834	397	585 727					179

# CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	49 621		
Aide aux immobilisations	73 565	317	83
Aide aux initiatives de partenariat	19 253		75
Aide aux projets	13 982	291	
Autres interventions particulières en culture et en communications	6 399	67	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	76 824		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 479		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	136		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	7 069		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	87 860		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 277		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 356		
Musée de la Civilisation	24 424		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 482		
Musée national des beaux-arts du Québec	15 667		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	8 009		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	58 604	43 824	
Société de la Place des Arts de Montréal	12 445		
Société de télédiffusion du Québec	60 833		
Société du Grand Théâtre de Québec	5 658		
Total du programme 2	578 943	44 500	158
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	2 189	27	
Réussir ensemble en français	883	406	
Autres	15		
Total du programme 3	3 087	433	
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	2 100		
Programme « À égalité pour décider »	1 000		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	237		
Total du programme 4	3 697		
Total des crédits et dépenses	585 728	44 933	158

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
9 131	1 309	39 181			49 621	48 655
884	34 455	34 779	57	2 989	73 565	69 614
1 510	10 602	4 160		2 906	19 253	16 620
833	4 932	7 912	9	5	13 982	13 543
122	509	5 514	183	3	6 399	5 257
				76 824	76 824	75 834
15	15	1 450			1 479	1 004
				136	136	545
				7 069	7 069	6 990
		78 195	9 665		87 860	86 252
				28 277	28 277	24 250
				10 356	10 356	10 383
				24 424	24 424	24 172
		18 482			18 482	18 694
				15 667	15 667	15 339
				8 009	8 009	7 596
		12 623	809	1 348	58 604	59 802
				12 445	12 445	12 575
				60 833	60 833	66 077
				5 658	5 658	5 155
12 495	51 823	202 296	10 722	256 949	578 943	568 357
754	35	874	30	470	2 189	1 970
		476			883	
			15		15	15
754	35	1 350	45	470	3 087	1 985
		2 100			2 100	2 100
		1 000			1 000	1 080
		360			360	360
		237			237	159
		3 697			3 697	3 699
13 249	51 857	207 344	10 767	257 419	585 727	574 041



**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	127 698	127 699	124 518
Fonctionnement	73 428	73 428	70 681
Capital	81 196	81 196	79 458
Intérêt	43 585	43 585	45 755
Support	<u>259 820</u>	<u>259 820</u>	<u>253 629</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>585 728</u></b>	<b><u>585 727</u></b>	<b><u>574 041</u></b>

# DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	662	638
Régimes des eaux	1 212	876
Sécurité des barrages	1 448	1 054
	<u>3 322</u>	<u>2 568</u>
Autres		
Attestations d'assainissement	1 411	536
Droits relatifs à la protection de l'environnement	889	966
Divers	2	2
	<u>2 302</u>	<u>1 504</u>
	<u>5 624</u>	<u>4 072</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	55	45
Terrains et bâtisses	437	213
Location et concessions	1 062	1 148
Gains sur dispositions d'immobilisations	83	66
Gestion des barrages publics	1 244	1 256
Recouvrements de tiers	60	114
Arpentages de terrains	325	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 648	1 202
Financement des unités autonomes de service	1 649	2 754
Divers	56	82
	<u>6 620</u>	<u>6 881</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 648	1 202
Financement des unités autonomes de service	1 649	2 754
	<u>3 323</u>	<u>2 925</u>
Intérêts		
Divers	21	33
Amendes et confiscations		
Divers	10	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	391	16
Subventions d'années antérieures	353	11
	<u>744</u>	<u>28</u>
	<u>4 099</u>	<u>2 987</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>9 723</u>	<u>7 059</u>

**DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	805	834
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>805</u>	<u>834</u>
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>		
<b>Total des revenus</b>	<u><b>9 723</b></u>	<u><b>7 059</b></u>

# DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS		
			Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
Protection de l'environnement et gestion des parcs					
1. Politiques environnementales	23 317	1	285	22 973	11 647
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	75 474	2	10 014	65 105	14 030
3. Analyse et expertise régionales	29 824		248	29 467	15 246
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 451		145	17 196	14 932
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 121		643	4 467	4 410
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	32 499	10	17 315	13 968	10 462
7. Direction	8 484		225	8 160	5 670
Permanents 1	10			10	
8. Services à la gestion	44 523		3 582	39 930	20 530
Permanents 2	87				
Permanents 3	96			96	
Ne nécessitant pas de crédits				11 834	
TOTAL	236 886	13	32 457	213 206	96 927
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

## PROGRAMME 2

### Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Sommaire : page 1-16

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 634		13	5 001		3 555
Ne nécessitant pas de crédits				33		
<b>TOTAL</b>	<b>5 634</b>		<b>13</b>	<b>5 034</b>		<b>3 555</b>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

1 138		10 188					59
25 088		25 987					352
3 761		10 459					110
2 264							110
57							11
3 502		4					1 207
2 262		228					99
10							
19 387		13					1 011
	96						87
11 834							
69 303	96	46 879					3 046

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 446					527	55	37
33							
1 479					527	55	37

## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	242 327	13	32 470	206 267	100 482
Permanents	192			105	
Ne nécessitant pas de crédits				11 867	
TOTAL	242 520	13	32 470	218 239	100 482 <sup>1</sup>

1 Incluant 10 693 à l'égard de 107 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
58 906		46 879			527	55	2 996
10	96						87
11 867							
<b>70 783</b>	<b>96</b>	<b>46 879</b>			<b>527</b>	<b>55</b>	<b>3 083</b>

# DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs</b>			
Assainissement de l'air	1 759		
Programme ClimatSol	39		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	1 983	22	
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 781		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 485		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	374		
Programme partenaires pour la nature	2 223		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	465		
Société des établissements de plein air du Québec	9 362		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 457		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	40		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000		
Soutien aux organismes de bassin versant	4 474		
Soutien aux organismes œuvrant en environnement	1 885		
Autres	1 552	5	10
Total du programme 1	46 879	27	10
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>46 879</b>	<b>27</b>	<b>10</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
	1 759				1 759	1 759
	39				39	
1 945		16			1 983	3 018
		1 697		84	1 781	1 304
	8 485				8 485	8 389
		374			374	2 003
		2 198	25		2 223	1 474
		465			465	102
				9 362	9 362	9 362
				11 457	11 457	11 294
		40			40	58
		1 000			1 000	1 000
		4 474			4 474	5 015
		1 885			1 885	1 885
62	480	671	12	312	1 552	1 413
2 006	10 764	12 820	37	21 215	46 879	48 077
<b>2 006</b>	<b>10 764</b>	<b>12 820</b>	<b>37</b>	<b>21 215</b>	<b>46 879</b>	<b>48 077</b>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	6	6	
Fonctionnement	6 156	6 156	11 623
Capital	20 908	20 908	15 648
Intérêt	6 514	6 514	6 509
Support	<u>13 296</u>	<u>13 296</u>	<u>14 297</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>46 879</u></b>	<b><u>46 879</u></b>	<b><u>48 077</u></b>

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Remboursement	1 146	1 167
Visa - crédit d'impôt pour le design	121	89
Divers	31	32
	<u>1 299</u>	<u>1 288</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	364	556
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>364</u>	<u>556</u>
	.....	.....
Intérêts		
Prêts	<u>7 738</u>	<u>5 820</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	397	942
Subventions d'années antérieures	<u>2 647</u>	<u>9 790</u>
	<u>3 043</u>	<u>10 732</u>
	<u>10 782</u>	<u>16 552</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>12 081</u>	<u>17 840</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Programme d'infrastructure du savoir	92 383 <sup>1</sup>	
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Programme d'infrastructure du savoir	<u>92 383</u> <sup>1</sup>	
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>12 081</u></u>	<u><u>17 840</u></u>

<sup>1</sup> L'augmentation est attribuable à la signature, le 18 juin 2009, de l'Entente de contribution Canada-Québec pour le financement de travaux de réparation et de maintenance dans les établissements postsecondaires, en vertu du Programme d'infrastructure du savoir 2009/2010-2010/2011.

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation				
1.	Direction et services à la gestion	35 486	5	2 065	33 249	16 131
	Permanents 1	46			46	
	Ne nécessitant pas de crédits				1 036	
2.	Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	36 366			36 365	8 083
3.	Développement des secteurs industriels	22 508			22 508	7 975
4.	Développement des marchés	16 701	17		16 684	5 749
5.	Développement économique en région et services aux entreprises	141 118	7 681		131 092	14 793
	Permanents 2	5 065			5 065	
6.	Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	156 164			140 642	6 385
7.	Investissement Québec	314 937			313 600	
8.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements					
10.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL		728 490	7 703	2 065	700 286	59 115
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p>Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.</p>							
15 240		1 878			35	5	127
46							
1 036							
13 546		14 736				1	
1 094		13 439					
3 090		7 845					
3 219		113 080					2 345
	5 065						
794		133 463			15 521		1
	230 969	82 631					1 338
							100
38 064	236 034	367 073			15 556	5	3 911

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 2						
Sommaire : page 1-16						
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation						
1. Fonds de recherche en santé du Québec	82 475			82 475		
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 834			49 834		
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	55 820			55 820		
4. Centre de recherche industrielle du Québec	10 550			10 550		
5. Conseil de la science et de la technologie	2 043			2 043	1 230	
TOTAL	200 722			200 722	1 230	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	924 102	7 703	2 065	894 862	60 346	
Permanents	5 110			5 110		
Ne nécessitant pas de crédits				1 036		
TOTAL	929 212	7 703	2 065	901 008	60 346	
1 Incluant 8 493 à l'égard de 80 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).						

1 Incluant 8 493 à l'égard de 80 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.

		82 475					
		49 834					
		55 820					
		10 550					
813							
813		198 679					
37 795	230 969	565 752			15 556	5	3 911
46	5 065						
1 036							
<b>38 877</b>	<b>236 034</b>	<b>565 752</b>			<b>15 556</b>	<b>5</b>	<b>3 911</b>

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation</b>			
Aide aux entreprises	26 135	25 025	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	27 730	27 663	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	42 850	42 664	
Mesures de soutien à la recherche - autres	86 459	641	264
Soutien à l'entrepreneuriat	17 452	2 412	
Soutien à l'investissement et au développement des créneaux d'excellence	44 149	31 913	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	4 293	114	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	50 172	1 300	15
Soutien aux centres locaux de développement	53 809	10 157	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	11 213	16	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	13 389	12 303	
Autres	6 385	2 312	
Total du programme 1	384 035	156 521	280
<b>Programme 2 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation</b>			
Centre de recherche industrielle du Québec	10 550		
Fonds de la recherche en santé du Québec	82 475		33 448
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	55 820		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 834		
Total du programme 2	198 679		33 448
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>582 714</b>	<b>156 521</b>	<b>33 728</b>

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		198			25 222	21 618
					27 663	25 041
					42 664	53 730
12 455		63 487	249	170	77 266	73 303
	66	14 386			16 864	14 700
718	3	11 515			44 149	37 727
575		3 158	187		4 034	4 530
8 767	30	35 488			45 600	37 845
	350	43 302			53 809	47 759
208	23	10 966			11 213	11 476
					12 303	34 682
403	443	3 126			6 285	6 542
23 126	915	185 627	436	170	367 073	368 953
				10 550	10 550	10 250
18 145			26 392	4 491	82 475	76 700
31 580			22 007	2 233	55 820	49 420
31 037			15 989	2 807	49 834	48 833
80 762			64 388	20 081	198 679	185 203
<b>103 888</b>	<b>915</b>	<b>185 627</b>	<b>64 824</b>	<b>20 250</b>	<b>565 752</b>	<b>554 156</b>



# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	9 784	9 784	14 498
Fonctionnement	47 300	47 300	9 266
Capital	22 918	22 918	14 304
Intérêt	3 901	3 901	4 467
Support	<u>498 811</u>	<u>481 849</u>	<u>511 621</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>582 714</u></b>	<b><u>565 752</u></b>	<b><u>554 156</u></b>

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Divers	2	1
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 353	6 996
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	238	698
Divers	5	7
	6 596	7 701
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	238	698
	6 358	7 003
Intérêts		
Prêts aux étudiants	9 907 <sup>1</sup>	22 180
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 340	1 665
Subventions d'années antérieures	519	11 451
Dépenses sous forme d'indemnités	1 467	
Bourses d'études	7 689	7 855
	12 015	20 971
	28 280	50 154
<b>Total des revenus autonomes</b>	28 282	50 154
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	111 190	108 565
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	41 322 <sup>2</sup>	27 384
Programme d'alphabétisation		2 766
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 732	5 596
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	16 268	13 494
Financement des bourses d'études du millénaire	223 <sup>3</sup>	79 960
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 959	974
Programme d'infrastructure du savoir	62 767 <sup>4</sup>	
	243 461	238 738

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	41 322 <sup>2</sup>	27 384
Programme d'alphabétisation		2 766
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 732	5 596
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	16 268	13 494
Financement des bourses d'études du millénaire	223 <sup>3</sup>	79 960
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 959	974
Programme d'infrastructure du savoir	62 767 <sup>4</sup>	
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	<b>111 190</b>	<b>108 565</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>139 471</b>	<b>158 719</b>

1 La diminution s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt.

2 L'augmentation est due principalement à un ajustement positif en 2009-2010 relatif aux périodes 2005-2006 à 2008-2009.

3 La diminution s'explique par l'abolition, en 2009, de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

4 L'augmentation est attribuable à la signature, le 18 juin 2009, de l'Entente de contribution Canada-Québec pour le financement de travaux de réparation et de maintenance dans les établissements postsecondaires, en vertu du Programme d'infrastructure du savoir 2009/2010-2010/2011.

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS**  
**PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
Administration et consultation					
1. Direction	11 236		42	11 159	6 703
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				142	
2. Information, communication et administration	70 544		7 314	60 763	30 233
Ne nécessitant pas de crédits				16 274	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	31 879		339	31 473	26 754
Ne nécessitant pas de crédits				326	
4. Administration de l'enseignement supérieur	9 616		47	9 536	8 272
Ne nécessitant pas de crédits				72	
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	7 746		36	7 671	6 492
Ne nécessitant pas de crédits				71	
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 736		20	2 716	2 195
Ne nécessitant pas de crédits				17	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 379		12	2 365	1 876
Ne nécessitant pas de crédits				16	
8. Administration du loisir et du sport	5 341		21	4 891	3 092
Ne nécessitant pas de crédits				48	
TOTAL	141 487		7 831	147 548	85 619
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

**PROGRAMME 2**  
Sommaire : page 1-14

**Formation en tourisme et hôtellerie**

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 138			25 138	
<b>TOTAL</b>	<b>25 138</b>			<b>25 138</b>	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

1 847		2 608					36
10							
142							
30 529							2 468
16 274							
4 719							66
326							
1 264							33
72							
1 178							39
71							
521							
17							
488							2
16							
1 599		200					429
48							
59 120		2 808					3 073

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

		25 138					
		25 138					

# ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-14					
Aide financière aux études					
1. Bourses consécutives aux prêts	385 028			385 028	
2. Intérêts et remboursements aux banques	129 489	100 836		28 653	
Permanents 1	87 668			87 668	
Ajustements négatifs de provisions				(7 207)	
3. Autres bourses	16 014			16 014	
4. Administration de l'aide financière aux études	19 851		767	19 083	13 686
Ne nécessitant pas de crédits				5 124	
TOTAL	638 050	100 836	767	534 363	13 686
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

## PROGRAMME 4

Sommaire : page 1-14

## Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

1. Commissions scolaires	8 014 092	1 267 851 1		6 712 416	
2. Commissions scolaires à statut particulier	262 762	20 560 1		242 202	
3. Service de la dette des commissions scolaires	2 676 474	2 042 758 1		633 717	
4. Enseignement privé	458 546			458 546	
5. Soutien à des partenaires en éducation	53 636			53 636	
6. Aide au transport scolaire	293 346	5 573 1		287 773	
<b>TOTAL</b>	<b>11 758 857</b>	<b>3 336 741</b>		<b>8 388 290</b>	
1 Montants portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.					
2 Crédits non utilisés liés à la réforme comptable.					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

		385 028					
		28 653					
	87 668 (7 207)						
		16 014					
5 397							
5 124							
10 521	80 461	429 695					

Ce programme vise à rendre accessible aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

		6 712 416					33 826 <sup>2</sup>
		242 202					
		633 717					
		458 546					
		53 636					
		287 773					
		8 388 290					33 826

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-14					
Enseignement supérieur					
1. Cégeps	1 934 348	348 517 1		1 546 755	
2. Universités	2 547 123	95 112 1		2 423 432	
3. Enseignement privé au collégial	101 571			101 571	
4. Service de la dette des cégeps	712 297	467 031 1		245 266	
5. Service de la dette des universités	326 533			326 533	
6. Soutien à des partenaires en éducation	4 734			4 734	
TOTAL	5 626 606	910 659		4 648 291	
1 Montants portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.					
2 Crédits non utilisés liés à la réforme comptable.					

## PROGRAMME 6

Sommaire : page 1-14

## Développement du loisir et du sport

1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 242			37 242	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	27 663			27 663	
<b>TOTAL</b>	<b>64 905</b>			<b>64 905</b>	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

		1 546 755					39 076 <sup>2</sup>
		2 423 432					28 579 <sup>2</sup>
		101 571					
		245 266					
		326 533					
		4 734					
		4 648 291					67 655

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

		37 242					
		27 663					
		64 905					

# ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 7					
Sommaire : page 1-14					
Régimes de retraite					
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents 1	98 621			98 621	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents 2	660 092			660 092	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents 3	85 806			85 806	
TOTAL	844 518			844 518	
1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).					
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).					
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 167 364	4 348 237	8 598	13 705 975	99 305
Permanents	932 196			932 196	
Ne nécessitant pas de crédits				22 088	
Ajustements négatifs de provisions				(7 207)	
TOTAL	19 099 561	4 348 237	8 598	14 653 052	99 305 <sup>1</sup>
1 Incluant 12 197 à l'égard de 107 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

		98 621					
		660 092					
		85 806					
		844 518					

47 543		13 559 127					104 555
10	87 668	844 518					
22 088							
	(7 207)						
<b>69 641</b>	<b>80 461</b>	<b>14 403 645</b>					<b>104 555</b>

# ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Administration et consultation</b>			
Autres	2 808		
<b>Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie</b>			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 138		
<b>Programme 3 - Aide financière aux études</b>			
Bourses consécutives aux prêts	385 028		
Intérêts et remboursements aux banques	28 653		
Autres	16 014		
Total du programme 3	429 695		
<b>Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire</b>			
Comités patronaux de négociation	13 680		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 954 618		
Enseignement privé	458 546		
Programme d'action communautaire	18 145		
Service de la dette des commissions scolaires	633 717		
Transport scolaire	287 773		
Autres	21 810	70	
Total du programme 4	8 388 290	70	
<b>Programme 5 - Enseignement supérieur</b>			
Fonctionnement			
Cégeps	1 546 755		
Enseignement privé au collégial	101 571		
Universités	2 423 432		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	245 266		
Service de la dette des universités	326 533		
Autres	4 734		
Total du programme 5	4 648 291		
<b>Programme 6 - Développement du loisir et du sport</b>			
Équipe Québec	4 788		
Kino-Québec	2 542		
Promotion du loisir	13 763		
Promotion du sport	19 961		
Soutien aux équipements de loisir	590		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 890		
Autres	372		
Total du programme 6	64 905		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
1 565	18	1 002	224		2 808	2 801
				25 138	25 138	23 173
			385 028		385 028	288 050
			28 653		28 653	61 016
3 039			10 362	2 613	16 014	12 158
3 039			424 043	2 613	429 695	361 224
		13 680			13 680	11 380
6 954 618					6 954 618	6 650 482
458 546					458 546	446 495
		18 145			18 145	17 135
633 717					633 717	684 903
287 773					287 773	275 289
858		17 927		2 955	21 810	17 416
8 335 512		49 752		2 955	8 388 290	8 103 101
1 546 755					1 546 755	1 440 704
101 571					101 571	95 763
2 423 432					2 423 432	2 679 093
245 266					245 266	222 692
326 533					326 533	304 644
1 037		2 197		1 500	4 734	7 071
4 644 594		2 197		1 500	4 648 291	4 749 967
			4 788		4 788	4 836
		2 542			2 542	2 534
	299	13 464			13 763	13 804
		19 961			19 961	21 413
	590				590	316
		22 890			22 890	23 015
62		310			372	176
62	888	59 167	4 788		64 905	66 094

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 7 - Régimes de retraite</b>			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	660 092		
Régime de retraite des enseignants	98 621		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	85 806		
Total du programme 7	844 518		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>14 403 645</b>	<b>70</b>	

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
660 092					660 092	637 930
98 621					98 621	94 798
85 806					85 806	103 038
844 518					844 518	835 767
<b>13 829 291</b>	<b>906</b>	<b>112 118</b>	<b>429 055</b>	<b>32 206</b>	<b>14 403 645</b>	<b>14 142 127</b>

---

**ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	10 560 271	10 560 271	10 361 004
Fonctionnement	1 746 051	1 746 051	1 758 408
Capital	735 998	735 998	713 187
Intérêt	518 413	518 413	551 499
Support	<u>842 911</u>	<u>842 911</u>	<u>758 029</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>14 403 645</u></b>	<b><u>14 403 645</u></b>	<b><u>14 142 127</u></b>

# EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 080	2 130
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(57)	347
Divers	3	10
	2 026	2 487
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(57)	347
	2 083	2 140
Intérêts		
Débiteurs	896	2
Assistance-emploi	15 909	23 794
	16 806	23 797
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	299	320
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 833	1 584
Subventions d'années antérieures	216	10 669
Assistance-emploi	57 506	48 509
Assistance-emploi - R.R.Q.	1 990	2 321
Assistance-emploi - pensions alimentaires	19 045	19 245
Assistance-emploi - garants défaillants	2 686	3 023
Divers	5	(1)
	85 281	85 351
	104 469	111 608
<b>Total des revenus autonomes</b>	104 469	111 608
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	657 318	657 519
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	116 000	116 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	15 555 <sup>1</sup>	1 554
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	8 551	8 380
	797 424	783 453
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	15 555 <sup>1</sup>	1 554
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	8 551	8 380
	773 318	773 519
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	773 318	773 519
<b>Total des revenus</b>	<b>877 787</b>	<b>885 126</b>

<sup>1</sup> L'augmentation est principalement attribuable à la signature, en avril 2009, de l'Entente modificatrice à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (EMT) 2008-2014.

# EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-16						
Mesures d'aide à l'emploi						
1. Mesures d'aide à l'emploi	893 150			893 150		
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	3					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi						
TOTAL	893 153			893 150		

## **PROGRAMME 2** **Mesures d'aide financière** Sommaire : page 1-20

1. Aide aux personnes et aux familles	2 905 792	396		2 905 396		
Permanents 1	5 500			403		
2. Action communautaire	10 813			10 813		
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 546			25 546		
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
<b>TOTAL</b>	<b>2 947 651</b>	<b>396</b>		<b>2 942 158</b>		
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).						

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

			893 150				3
			893 150				3

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

		2 895 077	10 319				5 097
403							
		4 030	6 783				
		25 546					
403		2 924 653	17 102				5 097

# EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-20					
Administration					
1. Direction	16 435	2		16 433	9 050
Permanents 1	10			10	
2. Services à la gestion	150 216	1	9	150 206	24 017
Ne nécessitant pas de crédits				95	
3. Centre de recouvrement	10 583			10 583	8 933
Permanents 2	9			9	
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	20 289	1		20 289	9 808
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	266 223	1	72	266 150	117 507
6. Politiques et analyse stratégique	5 977			5 977	4 552
TOTAL	469 742	5	82	469 750	173 868
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

## PROGRAMME 4 **Promotion et développement de la Capitale-Nationale**

Sommaire : page 1-16

1. Développement de la Capitale-Nationale	62 587	1 215	9	61 363	1 672
Permanents 1	629			629	
Ne nécessitant pas de crédits				8	
<b>TOTAL</b>	<b>63 216</b>	<b>1 215</b>	<b>9</b>	<b>62 000</b>	<b>1 672</b>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 367 615	1 616	91	4 365 905	175 539
Permanents	6 147			1 050	
Ne nécessitant pas de crédits				103	
<b>TOTAL</b>	<b>4 373 762</b>	<b>1 616</b>	<b>91</b>	<b>4 367 057</b>	<b>175 539</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 29 214 à l'égard de 311 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

2 859		500	4 025				
10							
60 875			65 315				
95							
1 650							
9							
3 931		4 890	1 659				
31 677			116 966				
710		125	589				
101 814		5 515	188 554				

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

435		56 792	2 464				
	629						
8							
444	629	56 792	2 464				

102 136		2 986 960	1 101 270				3
18	1 032						5 097
103							
102 257	1 032	2 986 960	1 101 270				5 101

## EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 2 - Mesures d'aide financière</b>			
Action communautaire	2 975		
Aide aux personnes et aux familles	2 895 077	64	11
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 546		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	1 055		
Total du programme 2	2 924 653	64	11
<b>Programme 3 - Administration</b>			
Tribunal administratif du Québec	4 890		
Autres	625		
Total du programme 3	5 515		
<b>Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b>			
Aide à la Ville de Québec	24 800		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	7 766		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 386		
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec - Société du 400e anniversaire de Québec			
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 840	554	
Total du programme 4	56 792	554	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>2 986 960</b>	<b>617</b>	<b>11</b>

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		2 975			2 975	2 748
1	7	7 290	2 887 267	436	2 895 077	2 780 744
			23 471	2 075	25 546	20 966
	20	1 035			1 055	1 003
1	27	11 301	2 910 738	2 511	2 924 653	2 805 461
				4 890	4 890	5 303
		500		125	625	522
		500		5 015	5 515	5 825
	24 800				24 800	19 800
	5 137	2 629			7 766	7 313
				18 386	18 386	19 398
						17 000
184	175	4 917		10	5 840	5 827
184	30 112	7 546		18 396	56 792	69 338
185	30 139	19 346	2 910 738	25 923	2 986 960	2 880 624

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	4 737	4 737	4 947
Fonctionnement	1 858	1 858	1 956
Capital	371	371	373
Support	<u>2 979 995</u>	<u>2 979 995</u>	<u>2 873 348</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 986 960</u></b>	<b><u>2 986 960</u></b>	<b><u>2 880 624</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	114 438	114 438	112 744
Fonctionnement	67 337	67 337	58 439
Capital	6 279	6 279	12 000
Intérêt	500	500	1 500
Support	<u>912 716</u>	<u>912 716</u>	<u>906 381</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 101 270</u></b>	<b><u>1 101 270</u></b>	<b><u>1 091 064</u></b>

## FAMILLE ET AÎNÉS

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Études de dossiers	40	167
Honoraires - dossiers publics	10 646	10 187
Divers	25	24
	<u>10 710</u>	<u>10 378</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	.....	3
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	57	76
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	389	340
Subventions d'années antérieures	1 523	829
Divers	2	
	<u>1 913</u>	<u>1 169</u>
	<u>1 971</u>	<u>1 248</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>12 681</u>	<u>11 626</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>12 681</u></u>	<u><u>11 626</u></u>

## FAMILLE ET AÎNÉS

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		Planification, recherche et administration			
Sommaire : page 1-20					
1. Planification, recherche et administration	51 912	1	13 718	24 828	12 410
Permanents 1	22			22	
Ne nécessitant pas de crédits				3 473	
TOTAL	51 934	1	13 718	28 324	12 410
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

### **PROGRAMME 2**

#### **Mesures d'aide à la famille**

Sommaire : page 1-20

1. Gestion des services à la famille	22 953			22 234	13 431
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 824 443			1 823 204	
Ajustements négatifs de provisions				(28)	
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 666			23 244	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	52 100			52 100	
5. Soutien aux enfants	32 828			32 812	
Permanents 1	29			29	
6. Organismes communautaires	16 360			16 360	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	1 161		5	1 014	781
<b>TOTAL</b>	<b>1 975 539</b>		<b>5</b>	<b>1 970 969</b>	<b>14 213</b>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

11 150		1 268					13 365
22							
3 473							
14 645		1 268					13 365

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

1 009		7 793					719
		1 823 204					1 238
	(28)						
		23 244					2 422
		52 100					
		32 812					16
	29						
		16 360					
232							142
1 241	1	1 955 514					4 537

## FAMILLE ET AÎNÉS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-20					
Condition des aînés					
1.	Conseil des aînés	1 099		1 053	650
2.	Secrétariat aux aînés	17 997		15 348	1 595
3.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour améliorer l'alimentation en CHSLD				
TOTAL		19 096		16 402	2 245

## PROGRAMME 4

Sommaire : page 1-20

### Curateur public

1. Curateur public	50 126		6 813	38 612	27 973
Permanents 1	100			2	
Permanents 2	10 500			10 500	9 048
Ne nécessitant pas de crédits				1 221	
<b>TOTAL</b>	<b>60 726</b>		<b>6 813</b>	<b>50 335</b>	<b>37 022</b>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 096 644	1	20 535	2 050 810	56 841
Permanents	10 651			10 552	9 048
Ne nécessitant pas de crédits				4 695	
Ajustements négatifs de provisions				(28)	
<b>TOTAL</b>	<b>2 107 295</b>	<b>1</b>	<b>20 535</b>	<b>2 066 030</b>	<b>65 889</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 6 810 à l'égard de 63 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

402		1					45
1 686		12 067					2 649
2 088		12 068					2 694

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

10 639							4 701
	2						98
1 452							
1 221							
13 312	2						4 799

25 119		1 968 851			1		25 296
1 474	30						98
4 695	(28)						
31 287	3	1 968 851			1		25 395

## FAMILLE ET AÎNÉS

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Planification, recherche et administration</b>			
Autres	1 354	1	1
<b>Programme 2 - Mesures d'aide à la famille</b>			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	32 625		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	203		
Organismes communautaires - famille	16 360		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	52 100		
Subvention annuelle des garderies	375 474	375 458	
Subvention de la garde en milieu familial	495 767		
Subvention des centres de la petite enfance	949 926	68	
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 666		
Subventions de développement et d'investissements	2 175		
Autres	8 306		
Total du programme 2	1 958 602	375 526	
<b>Programme 3 - Condition des aînés</b>			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	39		
Programme du Coeur à l'action pour les aînés du Québec	1 600		
Soutien aux initiatives visant le respect des aînés	6 070		
Stratégie d'action en faveur des aînés	3 905		75
Tables régionales de concertation des aînés	680		
Autres	953		1
Total du programme 3	13 247		76
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>1 973 203</b>	<b>375 527</b>	<b>77</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
57	30	980		200	1 268	2 706
				32 625	32 625	32 584
			188		188	193
		16 360			16 360	16 089
		52 100			52 100	48 900
					375 458	343 874
		495 759			495 759	483 953
		949 852			949 921	900 904
		23 244			23 244	20 960
		2 067			2 067	1 343
30	868	6 896			7 793	6 339
30	868	1 546 278	188	32 625	1 955 514	1 855 139
		39			39	
		1 547			1 547	1 583
	89	5 054			5 143	4 183
3	645	2 989			3 712	3 688
		680			680	680
4	751	191			947	161
6	1 486	10 500			12 068	10 295
93	2 383	1 557 759	188	32 824	1 968 851	1 868 140

**FAMILLE ET AÎNÉS****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Fonctionnement	33 310	32 824	32 709
Capital	14 995	14 982	12 494
Intérêt	12 554	10 058	9 480
Support	<u>1 912 343</u>	<u>1 910 986</u>	<u>1 813 457</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 973 203</u></b>	<b><u>1 968 851</u></b>	<b><u>1 868 140</u></b>

## FINANCES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>		
Cotisations au Fonds des services de santé		
Cotisations des employeurs	5 581 576	5 458 124
Cotisations des particuliers	214 926 <sup>1</sup>	173 323
	<u>5 796 502</u>	<u>5 631 447</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - sociétés d'état	183 889	174 777
Honoraires sur garantie gouvernementale	18 691 <sup>2</sup>	
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	460 395 <sup>3</sup>	230 197
Divers	1	22
	<u>662 976</u>	<u>404 995</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	460 395 <sup>3</sup>	230 197
	<u>202 581</u>	<u>174 798</u>
<b>Intérêts</b>		
Comptes de banque	1 261	2 666
Dividendes	6 677 <sup>4</sup>	68 900
Fonds de la réserve de stabilisation	669 <sup>5</sup>	19 470
Compte du gouvernement du Canada		(59)
	<u>8 606</u>	<u>90 977</u>
<b>Amendes et confiscations</b>		
Dépôts judiciaires	4 780	22 738
Produits de la criminalité	15 345 <sup>6</sup>	
	<u>20 125</u>	<u>22 738</u>
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	192	875
Divers	1	
	<u>193</u>	<u>875</u>
	<u>231 505</u>	<u>289 388</u>

1 L'augmentation s'explique par les ajustements relatifs à la conciliation des recettes pour les années antérieures et par la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne.

2 L'augmentation s'explique par des honoraires sur garantie gouvernementale liés au papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Le gouvernement s'est engagé à agir à titre de prêteur de premier rang d'une facilité de financement n'excédant pas 1,3 milliard.

3 L'augmentation correspond aux versements prévus à l'entente.

4 La diminution est principalement attribuable au dividende versé par la Société immobilière du Québec.

5 La diminution s'explique par la liquidation du placement en 2009-2010.

6 L'augmentation correspond au produit de biens provenant de la criminalité (décret 349-99).

## FINANCES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010		2009
<b>Revenus provenant des entreprises du gouvernement</b>			
Société des alcools du Québec	867 213	<sup>7</sup>	806 000
Loto-Québec	1 251 597	<sup>7</sup>	1 375 400
Hydro-Québec	2 168 000	<sup>7</sup>	2 252 000
	<u>4 286 810</u>		<u>4 433 400</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>10 314 817</u>		<u>10 354 235</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>			
Péréquation	8 354 501	<sup>B</sup>	8 028 426
Transferts pour la santé	4 148 240	<sup>C</sup>	3 739 565
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 461 065	<sup>D</sup>	1 266 942
Autres programmes	(43 285)	<sup>E</sup>	(229 703)
	<u>13 920 521</u>		<u>12 805 230</u>
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	<u>13 920 521</u>		<u>12 805 230</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>24 235 338</u></u>		<u><u>23 159 466</u></u>
 7 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec			1 569
Loto-Québec			6
Hydro-Québec	775 000		726 000 <sup>*</sup>
Autres	(215 367)	<sup>A</sup>	(257 626)
Ajustements de consolidation	31 714		(10 009)
	<u>591 347</u>		<u>459 940</u>
Dividendes déclarés	<u>4 286 810</u>		<u>4 433 400</u>
	<u><u>4 878 157</u></u>		<u><u>4 893 340</u></u>

\* Les revenus ont été redressés pour tenir compte d'une modification apportée par Hydro-Québec, à sa convention comptable, relativement à l'amortissement de ses immobilisations corporelles.

## FINANCES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>A) Autres</b>		
Capital Financière agricole inc.	(1 244)	(7 189)
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(65)	(2)
IQ FIER inc.	(5 609)	(13 269)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	12 401	10 625
Société générale de financement du Québec	(223 112)	(244 354)
Société Innovatech du Grand Montréal	(674)	405
Société Innovatech du Sud du Québec	(592)	(310)
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches	4 793	(3 580)
Société Innovatech Régions Ressources	(1 265)	48
	<u>(215 367)</u>	<u>(257 626)</u>
<b>B) Péréquation</b>		
2009-2010	8 354 501	
2008-2009		8 028 426
	<u>8 354 501</u>	<u>8 028 426</u>
<b>C) Transferts pour la santé</b>		
Droits totaux		
2009-2010	8 805 963	
2008-2009	(266 379)	8 478 479
2007-2008	(70 834)	73 268
2006-2007	13 613	9 405
2005-2006		8 586
	<u>8 482 363</u>	<u>8 569 739</u>
Transferts fiscaux		
2009-2010	(3 007 447)	
2008-2009	219 341	(2 959 296)
2007-2008	59 524	(77 529)
2006-2007	(15 460)	(17 010)
2005-2006		(15 443)
	<u>(2 744 042)</u>	<u>(3 069 277)</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2009-2010	(1 778 781)	
2008-2009	47 338	(1 862 690)
2007-2008	8 415	(29 766)
2006-2007	(314)	(15 226)
2005-2006		(9 395)
	<u>(1 723 342)</u>	<u>(1 917 076)</u>

## FINANCES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>C) Transferts pour la santé (suite)</b>		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente		68 180
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	58 016	
Fiducie pour les garanties sur les délais d'attente	48 119	42 000
Fonds fiduciaire pour le développement du vaccin VPH	27 127 <sup>8</sup>	46 000
	<u>4 148 240</u>	<u>3 739 565</u>
<b>D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux</b>		
Droits totaux		
2009-2010	2 518 573	
2008-2009	(134)	2 452 487
2007-2008		(3 795)
2006-2007	8 344	7 114
2005-2006		5 783
	<u>2 526 783</u>	<u>2 461 589</u>
Transferts fiscaux		
2009-2010		
2008-2009		
2007-2008		
2006-2007	(9 475)	(10 586)
2005-2006		(9 498)
	<u>(9 475)</u>	<u>(20 084)</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2009-2010	(1 090 221)	
2008-2009	29 013	(1 141 648)
2007-2008	5 158	(17 856)
2006-2007	(193)	(9 429)
2005-2006		(5 629)
	<u>(1 056 243)</u>	<u>(1 174 563)</u>
	<u>1 461 065</u>	<u>1 266 942</u>
<b>E) Autres programmes</b>		
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2009-2010	(611 790)	
2008-2009		(690 339)
	<u>(611 790)</u>	<u>(690 339)</u>
Bilinguisme		
2009-2010	38 524	
2008-2009		38 524
	<u>38 524</u>	<u>38 524</u>

<sup>8</sup> La diminution est principalement attribuable à la baisse prévue, dans le Discours sur le budget 2008-2009, des revenus de la fiducie mise en place par le gouvernement fédéral.

## FINANCES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>E) Autres programmes (suite)</b>		
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008)	59 431	58 000
Régime canadien de prêts aux étudiants	180 050	138 514
Fiducie infrastructure transport en commun		7 937
Fiducie logement abordable		11 517
Fiducie logement autochtone hors réserves		14 413
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	24 620	27 001
Financement de base Plan Chantier Canada	31 830	
Subside basé sur la population	5 294	5 353
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	7 700	1 477
Compensation taxe sur le capital	76 800	43 900
Fonds pour le recrutement de policiers	19 000	19 000
Fiducie pour le développement communautaire	125 256	95 000
	(43 285)	(229 703)

9 L'augmentation est principalement attribuable à l'ajout du nouveau Programme canadien de bourses aux étudiants (PCBE) créé par le gouvernement fédéral le 1er août 2009.

10 L'augmentation s'explique par une nouvelle entente, Financement de base Plan Chantiers Canada, signée en mai 2009.

11 L'augmentation est attribuable à la hausse des montants compensant la baisse du revenu relative à la réduction graduelle du taux de la taxe sur le capital de janvier 2008 à janvier 2011.

12 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse prévue, dans le Discours sur le budget 2008-2009, des revenus de la fiducie mise en place par le gouvernement fédéral.

## FINANCES

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1		Direction du Ministère				
Sommaire : page 1-24						
1.	Direction et services à la gestion	28 156	4	661	27 491	13 568
	Permanents 1	10			8	
	Permanents 2	2			2	
	Ne nécessitant pas de crédits				1 069	
2.	Institut de la statistique du Québec	14 323			14 323	
3.	Société de financement des infrastructures locales du Québec	170 200			170 200	
TOTAL		212 690	4	661	213 092	13 568
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 2		Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Sommaire : page 1-24						
1.	Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	29 904			29 904	12 538
2.	Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 656		143	6 513	6 398
3.	Frais de services bancaires					
	Permanents 1	6 343			5 664	
4.	Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	13 055		273	12 782	12 562
	Ne nécessitant pas de crédits				417	
5.	Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	13 858			13 857	
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	10 232				
TOTAL		80 048		416	69 137	31 498
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

13 623		300					
8							2
	2						
1 069							
		14 323					
		170 200					
14 700	2	184 823					2

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

866	16 500						
115							
5 664							679
220							
417							
7 845		5 563	450				
					10 000		232
15 126	16 500	5 563	450		10 000		911

## FINANCES

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-30					
Service de la dette					
1. Service de la dette directe					
Permanents 1	3 760 000			3 755 240	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
Permanents 2	3 499 763	1 128 776 3		2 370 987	
3. Intérêts sur le régimes des rentes de conjoints survivants					
Ne nécessitant pas de crédits				(1 458)	
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Ne nécessitant pas de crédits				(7 482)	
TOTAL	7 259 763	1 128 776		6 117 288	
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
2	Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).				
3	Montant porté à la dette nette à la suite du changement de la date de référence pour effectuer le calcul des intérêts sur le compte des régimes de retraite.				

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	286 383	4	1 077	275 070	45 066
Permanents	7 266 118	1 128 776		6 131 902	
Ne nécessitant pas de crédits				(7 454) <sup>1</sup>	
<b>TOTAL</b>	<b>7 552 501</b>	<b>1 128 780</b>	<b>1 077</b>	<b>6 399 517</b>	<b>45 066</b> <sup>2</sup>

1 Incluant 8 939 pour une dépense négative.

2 Incluant 9 779 à l'égard de 88 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

				3 755 240			4 760
				2 370 987			
				(1 458)			
				(7 482)			
				6 117 288			4 760

22 669	16 500	190 385	450		10 000		232
5 672	2			6 126 228			5 440
1 485				(8 939)			
<b>29 826</b>	<b>16 502</b>	<b>190 385</b>	<b>450</b>	<b>6 117 288</b>	<b>10 000</b>		<b>5 672</b>

## FINANCES

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Direction du Ministère</b>			
Institut de la statistique du Québec	14 323		
Société de financement des infrastructures locales du Québec	170 200		
Autres	300		
Total du programme 1	184 823		
<b>Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement</b>			
Autres	5 563		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>190 385</b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
				14 323	14 323	14 323
				170 200	170 200	132 200
		300			300	200
		300		184 523	184 823	146 723
2 500		3 037	26		5 563	2 133
<b>2 500</b>		<b>3 337</b>	<b>26</b>	<b>184 523</b>	<b>190 385</b>	<b>148 855</b>

---

## FINANCES

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	11 704	11 704	11 626
Fonctionnement	2 619	2 619	2 696
Support	<u>176 063</u>	<u>176 063</u>	<u>134 533</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>190 385</u></b>	<b><u>190 385</u></b>	<b><u>148 855</u></b>

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Fonctionnement	<u>450</u>	<u>450</u>	<u>450</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>450</u></b>	<b><u>450</u></b>	<b><u>450</u></b>

# IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 745	3 060
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 237	1 436
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	36 107	32 276
Certificat d'acceptation - travailleurs	2 118	2 312
Certificat d'acceptation - étudiants	2 626	2 452
	<u>44 833</u>	<u>41 536</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 207	1 921
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	929	22
Divers	<u>4</u>	<u>5</u>
	3 141	1 947
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>929</u>	<u>22</u>
	<u>2 212</u>	<u>1 926</u>
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	105	31
Subventions d'années antérieures	<u>63</u>	<u>13</u>
	<u>168</u>	<u>44</u>
	<u>2 379</u>	<u>1 970</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>47 212</u>	<u>43 506</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	<u>232 190</u>	<u>218 538</u>
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	<u>232 190</u>	<u>218 538</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>279 402</u></u>	<u><u>262 044</u></u>

# IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-14						
Immigration, intégration et communautés culturelles						
1.	Immigration	22 032	25	306	21 701	13 855
2.	Francisation	70 648			70 648	32 399
3.	Intégration, régionalisation et relations interculturelles	47 625			47 625	17 522
4.	Direction, information et services centralisés	27 283	10	4 013	23 260	14 238
	Permanents 1	10			10	
	Ne nécessitant pas de crédits				3 143	
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL		167 598	35	4 319	166 386	78 014
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						
PROGRAMME 2						
Sommaire : page 1-26						
Organisme relevant du ministre						
1.	Conseil des relations interculturelles	825			825	564
	Ne nécessitant pas de crédits				1	
TOTAL		825			826	564
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés		168 413	35	4 319	164 058	78 578
Permanents		10			10	
Ne nécessitant pas de crédits					3 143	
TOTAL		168 423	35	4 319	167 211	78 578 1
1 Incluant 5 906 à l'égard de 57 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).						

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

7 846							
23 235		15 014					
6 607		23 496					
8 692		330					
10							
3 143							
49 531		38 840					

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.

261							
1							
262							
46 640		38 840					
10							
3 143							
49 793		38 840					

# IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles</b>			
Programme action diversité	2 909		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	8 122		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	3 059		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	15 014		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	1 221		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	2 006		
Programme régional d'intégration	6 179		
Autres	330	11	
Total du programme 1	38 840	11	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>38 840</b>	<b>11</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
9		2 899	2		2 909	3 578
		8 122			8 122	9 254
			3 059		3 059	2 898
		38	14 976		15 014	12 330
		1 221			1 221	1 039
16		1 990			2 006	625
150	4 411	1 618			6 179	5 021
10	1	309			330	287
184	4 411	16 198	18 036		38 840	35 032
<b>184</b>	<b>4 411</b>	<b>16 198</b>	<b>18 036</b>		<b>38 840</b>	<b>35 032</b>

---



## IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	10	10	
Support	<u>38 830</u>	<u>38 830</u>	<u>35 032</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>38 840</u></b>	<b><u>38 840</u></b>	<b><u>35 032</u></b>

# JUSTICE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Publicité légale des entreprises	199	217
Vendeurs itinérants	250	244
Studio de santé	102	98
Agences de voyages	772	716
Divers	86	70
	<u>1 409</u>	<u>1 345</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	502	550
Location de chambres et pension	98	101
Recouvrements de tiers	197	143
Actes judiciaires	34 447	35 395
Actes juridiques	32 066	39 248
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	12	16
Divers	24	4
	<u>67 347</u>	<u>75 456</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>12</u>	<u>16</u>
	<u>67 335</u>	<u>75 441</u>
<b>Intérêts</b>		
Divers		<u>1</u>
<b>Amendes et confiscations</b>		
Infractions au code de la sécurité routière	54 532	70 478
Infractions au code criminel	11 052	8 989
Infractions à diverses lois	17 570	16 751
Aide aux victimes d'actes criminels	16 702	18 750
Divers		10
	<u>99 856</u>	<u>114 977</u>
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	817	2 889
Surplus - fonds spéciaux et organismes	<u>268</u>	<u>217</u>
	<u>1 085</u>	<u>3 105</u>
	<u>168 277</u>	<u>193 524</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>169 687</u>	<u>194 869</u>

1 La diminution est principalement attribuable au rattrapage en 2008-2009 d'un retard accumulé dans le traitement des constats d'infraction.

## JUSTICE

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Aide juridique	29 096	26 606
Conseillers juridiques auprès des autochtones	498	498
Informations concernant les sentences	53	41
Mesures québécoises de justice familiale	2 865	2 742
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	460	371
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6	87
Divers	33	36
	33 011	30 382
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	460	371
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6	87
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	32 545	29 924
<b>Total des revenus</b>	<b>202 232</b>	<b>224 792</b>

# JUSTICE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
Activité judiciaire					
1. Magistrature	2 472		246	2 226	1 931
Permanents 1	67 642			67 642	64 201
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents 1	2 249			2 223	362
3. Soutien à la magistrature	26 233	3	87	26 144	24 152
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents 1	204				
TOTAL	98 799	3	333	98 235	90 646
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-26					
Administration de la justice					
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	79 506		1 552	77 954	55 981
2. Affaires juridiques et législatives	34 499		1	34 498	32 071
3. Direction, planification et services à l'organisation	146 504	1	6 546	139 916	30 984
Permanents 1	5 500			3 719	
Permanents 2	5 233			5 233	5 233
Permanents 3	20			17	
Ne nécessitant pas de crédits				7 840	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 615		591	10 012	7 432
5. Système intégré d'information de justice	5 584		5 584		
TOTAL	287 461	1	14 275	279 189	131 701
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

295							
3 440							
1 861							25
1 991							
							204
7 588							229

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

20 987		986					
2 427							
91 520		895	16 519				41
	3 719						1 781
17							3
7 840							
2 580							12
125 370	3 719	1 880	16 519				1 836

# JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-26					
Justice administrative					
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 425			11 425	
2. Conseil de la justice administrative	359			359	167
TOTAL	11 784			11 784	167

<b>PROGRAMME 4</b>					
Sommaire : page 1-20					
<b>Aide aux justiciables</b>					
1. Commission des services juridiques	130 286			130 286	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	721			721	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents 1	84 145			84 145	
4. Loi sur le civisme Permanents 2	1 156			1 156	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 951		211	14 740	11 259
Ne nécessitant pas de crédits				226	
<b>TOTAL</b>	<b>231 258</b>		<b>211</b>	<b>231 273</b>	<b>11 259</b>
1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).					
2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		11 425					
192							
192		11 425					

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

		130 286					
		721					
9 580		74 564					
182		974					
3 481							
226							
13 470		206 545					

## JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-26					
Organisme de protection relevant du ministre					
1. Office de la protection du consommateur	8 563		153	8 325	5 766
Ne nécessitant pas de crédits				93	
TOTAL	8 563		153	8 417	5 766
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-26					
Poursuites criminelles et pénales					
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	78 710	4	3 264	75 441	56 354
Ne nécessitant pas de crédits				905	
TOTAL	78 710	4	3 264	76 346	56 354
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	550 427	8	18 236	532 046	226 097
Permanents	166 147			164 134	69 796
Ne nécessitant pas de crédits				9 064	
TOTAL	716 574	8	18 236	705 244	295 893 1

1 Incluant 12 752 à l'égard de 132 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

2 485		74					85
93							
2 578		74					85

Ce programme géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

19 087							
905							
19 992							

145 045		144 385	16 519				137
15 081	3 719	75 538					2 013
9 064							
169 190	3 719	219 923	16 519				2 150

## JUSTICE

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 2 - Administration de la justice</b>			
Autres	1 921		
<b>Programme 3 - Justice administrative</b>			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 425		
<b>Programme 4 - Aide aux justiciables</b>			
Actes de civisme	974		
Aide juridique	50 255		
Commission des services juridiques	80 031		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	422		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	74 564		
Total du programme 4	206 545		
<b>Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre</b>			
Bourse d'étude	74		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>219 964</b>		

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		1 880			1 880	1 860
				11 425	11 425	11 228
			974		974	1 193
			50 255		50 255	47 346
				80 031	80 031	81 528
			298		298	298
				422	422	422
			74 564		74 564	74 721
			126 092	80 453	206 545	205 507
		72	2		74	1
		<b>1 952</b>	<b>126 094</b>	<b>91 878</b>	<b>219 923</b>	<b>218 596</b>

**JUSTICE****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	74 923	74 923	73 684
Fonctionnement	16 432	16 432	18 971
Capital	523	523	523
Support	<u>128 086</u>	<u>128 046</u>	<u>125 419</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>219 964</u></b>	<b><u>219 923</u></b>	<b><u>218 596</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>16 519</u>	<u>16 519</u>	<u>15 197</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>16 519</u></b>	<b><u>16 519</u></b>	<b><u>15 197</u></b>

## RELATIONS INTERNATIONALES

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	846	344
Divers	29	16
	876	360
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	846	344
	29	16
Intérêts		
Divers	2	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	924	233
Divers	4	4
	927	237
	958	254
<b>Total des revenus autonomes</b>	958	254
<b>Total des revenus</b>	<b>958</b>	<b>254</b>

## RELATIONS INTERNATIONALES

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
Affaires internationales					
1. Direction, analyse et politiques	12 799	9		12 791	5 493
Permanents 1	819	2		818	
2. Représentation du Québec à l'étranger	58 299	1 112	2 342	54 845	36 410
Ne nécessitant pas de crédits				2 598	
3. Affaires bilatérales et francophonie	31 097	11		31 086	5 682
4. Protocole, missions, événements et services ministériels	22 056	8	736	21 311	12 703
Permanents 2	12			12	
Ne nécessitant pas de crédits				1 294	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec	247				
TOTAL	125 329	1 142	3 078	124 754	60 288
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

#### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	124 497	1 140	3 078	120 032	60 288
Permanents	832	2		830	
Ne nécessitant pas de crédits				3 892	
<b>TOTAL</b>	<b>125 329</b>	<b>1 142</b>	<b>3 078</b>	<b>124 754</b>	<b>60 288</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 8 924 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

1 526		5 771					
818							
18 435							
2 598							
1 580		23 823					
8 608							
	12						
1 294							
							247
34 859	12	29 595					247

30 149		29 595					247
818	12						
3 892							
34 859	12	29 595					247

## RELATIONS INTERNATIONALES

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Affaires internationales</b>			
Contribution du Québec au Sommet de la Francophonie (Québec 2008)			
Organismes de la Francophonie	10 087	403	
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Programmes de coopération	3 789	4	87
Québec sans frontières et autres	6 105	3	
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	1 885	47	48
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	977	65	7
Autres	3 886		
Total du programme 1	29 595	520	141
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>29 595</b>	<b>520</b>	<b>141</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
						8 484
126	35	9 469	4	51	10 087	12 763
		2 866			2 866	5 127
477	87	2 530	194	412	3 789	1 758
100		6 002			6 105	3 654
420	7	1 031	334		1 885	4 204
269	15	552	69		977	990
25		3 861			3 886	2 563
1 416	143	26 310	601	463	29 595	39 541
<b>1 416</b>	<b>143</b>	<b>26 310</b>	<b>601</b>	<b>463</b>	<b>29 595</b>	<b>39 541</b>

---

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>29 595</u>	<u>29 595</u>	<u>39 541</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>29 595</u></b>	<b><u>29 595</u></b>	<b><u>39 541</u></b>

## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	221	209
Usines de transformation du bois	616	616
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	102 866	141 946
Érablières	1 714	1 597
Intervention - travaux d'utilité publique	473	113
Intervention - activités minières	108	100
Autres droits sur la gestion des forêts	59	32
Traitements sylvicoles réguliers	(62 411)	(103 386)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(11 003)	(5 343)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(29 452)	(33 216)
Divers	61	52
	<u>3 251</u>	<u>2 719</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	99 409	(10 301)
Claim	10 525	10 893
Exploitation par baux	2 078	1 527
Permis de recherche pour réservoir souterrain	365	397
Exploitation - sable, gravier et autres	4 239	3 512
Transfert au Fonds du patrimoine minier	(20 000)	
Divers	62	46
	<u>96 678</u>	<u>6 075</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques		(809)
Énergie électrique produite	319	(20)
Régimes des eaux	1 800	1 712
	<u>2 119</u>	<u>883</u>
Autres		
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel	444	995
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	59	65
Permis de chasse, pêche et piégeage	31 802	27 026
Permis commerciaux et particuliers	226	159
Droits pour activités commerciales	793	1 719
Divers	30	27
	<u>33 356</u>	<u>29 991</u>
	<u>135 404</u>	<u>39 668</u>

1 La variation s'explique par la diminution du prix moyen du bois ainsi que par la baisse du volume de bois facturé.

2 La variation s'explique principalement par la diminution de l'activité économique dans le secteur forestier et par l'imputation d'une partie des coûts (50 859 en 2009-2010 et 29 870 en 2008-2009) aux dépenses de fonctionnement, étant donné l'insuffisance des revenus de permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques.

3 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des profits annuels de certaines compagnies minières.

4 La variation s'explique par l'augmentation des revenus de droits miniers qui a permis de transférer les sommes nécessaires au Fonds du patrimoine minier pour le financement de ses opérations, conformément à l'article 305.8 de la Loi sur les mines (L.Q.R., c. M-13.1).

# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	186	234
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique		2 556
Terres de l'état	3 035	5 478
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	362	152
Frais de vente et de location de terrains	847	395
Location et concessions	11 322	10 903
Enregistrement de transferts	147	185
Frais d'inscription aux tirages au sort	247	497
Gains sur dispositions d'immobilisations	168	329
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	277	185
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 121	2 925
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		279
Divers	38	111
	19 750	24 230
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 121	2 925
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		279
	16 630	21 026
<b>Intérêts</b>		
Autres revenus à percevoir	564	465
Droits sur les profits d'exploitation minière	(355)	828
Débiteurs	9	56
Divers		(3)
	218	1 346
<b>Amendes et confiscations</b>		
Dispenses	189	2 016
Autres dommages et intérêts	786	
Divers	30	89
	1 005	2 106
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	367	426
Subventions d'années antérieures	1 100	1 150
	1 467	1 576
	19 319	26 053
<b>Total des revenus autonomes</b>	154 723	65 721

# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	94	20
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier		(275)
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multirressources	6 000	
	6 094	(255)
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier		(275)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	94	20
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multirressources	6 000	
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>154 723</b>	<b>65 721</b>

# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
Gestion des ressources naturelles					
1.	Connaissance et gestion du territoire	7 308	1 052	6 256	5 029
	Ne nécessitant pas de crédits			462	
2.	Gestion de la ressource forestière	265 652		299 318	
	Permanents 1	20 780		20 780	
	Permanents 2	10 963		10 963	
	Permanents 3	20		20	
3.	Ressources minérales et Plan Nord	18 862	1 265	17 598	9 505
	Ne nécessitant pas de crédits			1 709	
4.	Développement et gestion des ressources énergétiques	38 253	33	38 220	4 950
	Ne nécessitant pas de crédits			21	
5.	Direction du Ministère et services à la gestion	46 329	2	42 608	18 219
	Permanents 4	167			
	Permanents 5	19		19	
	Ne nécessitant pas de crédits			8 337	
6.	Opérations régionales	160 183	10 185	149 632	72 812
	Ne nécessitant pas de crédits			4 506	
7.	Forestier en chef	6 499	19	6 480	4 776
	Ne nécessitant pas de crédits			276	
TOTAL		575 036	2	607 205	115 292
1	Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
3	Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).				
4	Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).				
5	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				

## PROGRAMME 2

### Protection et mise en valeur de la ressource faunique

Sommaire : page 1-18

1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	81 021		4 857	76 164	43 035
Ne nécessitant pas de crédits				5 031	
<b>TOTAL</b>	<b>81 021</b>		<b>4 857</b>	<b>81 195</b>	<b>43 035</b>

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

1 221		6					
462							
50 860			248 458				(33 666)
20 780							
	10 963						
		20					
5 757		2 336					
1 709							
3 550		5 320	24 400				
21							
16 110		779	7 500				24
							167
19							
8 337							
25 917		15 042	35 861				367
4 506							
1 704							
276							
141 229	10 963	23 503	316 219				(33 108)

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.

22 243		10 886					
5 031							
27 274		10 886					

# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>					
Votés	624 107	2	21 104	636 276	158 327
Permanents	31 950			31 783	
Ne nécessitant pas de crédits				20 342	
<b>TOTAL</b>	<b>656 057</b>	<b>2</b>	<b>21 104</b>	<b>688 400</b>	<b>158 327</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 20 535 à l'égard de 209 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
127 361		34 369	316 219				(33 275)
20 799	10 963	20					167
20 342							
<b>168 503</b>	<b>10 963</b>	<b>34 389</b>	<b>316 219</b>				<b>(33 108)</b>

# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Gestion des ressources naturelles</b>			
Aide à l'exploration minérale	515		
Aide à la recherche et au développement	344	15	
Aide aux propriétaires de machinerie forestière et aux transporteurs de bois rond	3 900	3 900	
Assistance à l'industrie minérale	2 016	1 736	
Enfouissement des fils électriques	2 605		
Extension du réseau gazier	2 078	2 078	
Prêts forestiers	20		
Programme Approche intégrée et régionalisée (PAIR)	9 842	30	
Programme d'aide au développement des technologies de l'énergie verte	98	50	
Autres	2 085	19	
Total du programme 1	23 503	7 828	
<b>Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique</b>			
Soutien dans les milieux autochtones	8 215		
Autres	2 671	190	
Total du programme 2	10 886	190	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>34 389</b>	<b>8 018</b>	

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		515			515	90
4		289		36	344	821
					3 900	
		280			2 016	1 986
	2 605				2 605	1 416
					2 078	2 309
				20	20	20
	9 471	320		20	9 842	5 760
30				18	98	
16	1 125	912		14	2 085	3 228
49	13 201	2 316		108	23 503	15 630
	7 187	175		853	8 215	7 278
200	372	1 020		889	2 671	433
200	7 559	1 195		1 742	10 886	7 711
<b>249</b>	<b>20 760</b>	<b>3 511</b>		<b>1 850</b>	<b>34 389</b>	<b>23 341</b>



# RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2010	2009
Fonctionnement			311
Capital	6 440	6 440	3 262
Intérêt			2 312
Support	27 949	27 949	17 456
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>34 389</b>	<b>34 389</b>	<b>23 341</b>

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2010	2009
Rémunération	76 038	76 038	66 464
Fonctionnement	119 925	119 925	112 417
Capital	12 400	12 400	12 400
Intérêt	15 980	15 980	16 130
Support	91 875	91 875	75 660
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>316 219</b>	<b>316 219</b>	<b>283 072</b>

## REVENU

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	17 351 630 <sup>1</sup>	17 948 940
Impôt des sociétés	3 877 722 <sup>2</sup>	4 175 508
	<u>21 229 352</u>	<u>22 124 448</u>
<b>Taxes à la consommation</b>		
Vente	10 779 964	10 743 675
Carburants	1 650 057	1 635 734
Tabac	663 470	593 735
Boissons alcooliques	433 444	429 617
	<u>13 526 934</u>	<u>13 402 761</u>
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	(315)	(3 835)
Autres		
Honoraires - dossiers publics	2 186	3 045
Création et modification de personnes morales	11 034	10 948
Publicité légale des entreprises	43 323	42 541
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	259	627
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	638	677
Divers	17	29
	<u>57 456</u>	<u>57 867</u>
	<u>57 141</u>	<u>54 032</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	208	205
Frais de perception	5 642	439
Perception - R.R.Q.	31 821	30 519
Recouvrements de tiers	28	52
Actes judiciaires	278	249
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	667	
Décisions anticipées	65	71
Gestion de la taxe sur les produits et services	143 853	124 357
Divers	32	55
	<u>182 594</u>	<u>155 947</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Gestion de la taxe sur les produits et services	143 853	124 357
	<u>38 741</u>	<u>31 589</u>

1 La diminution est principalement attribuable à l'indexation du régime fiscal et au crédit d'impôt pour la rénovation ou l'amélioration résidentielle.

2 La diminution est principalement attribuable aux mesures fiscales, notamment l'abolition de la taxe sur le capital.

## REVENU

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers (suite)</b>		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	107 904 <sup>3</sup>	187 008
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	156 511 <sup>3</sup>	204 059
Taxe à percevoir sur la vente	70 441	74 757
Taxe à percevoir sur les carburants	(1 090)	64
Taxe à percevoir sur le tabac	6 566 <sup>3</sup>	21 566
Autres revenus à percevoir	1 360	111
Divers	(4)	(37)
	<u>341 688</u>	<u>487 529</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	5 675	784
Infractions aux lois fiscales	2 288	1 849
Pénalités	229 198	244 574
Frais - chèques sans provision	1 815	1 771
Divers	13	11
	<u>238 988</u>	<u>248 988</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(109)	870
Contributions volontaires	106 007	114 800
	<u>105 898</u>	<u>115 670</u>
	<u>725 314</u>	<u>883 776</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>35 538 742</u>	<u>36 465 016</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>35 538 742</u></u>	<u><u>36 465 016</u></u>

3 La diminution s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt.

## Note

	2010	2009
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus:		
Impôt sur le revenu des particuliers	7 029 945	6 532 745
Impôt des sociétés	2 807 290	2 506 399
Vente	5 282 999	5 580 835
Carburants	105 657	106 018
Tabac	24 847	10 110
Profits d'exploitation forestière	5 526	6 562
Divers	1 258	590

# REVENU

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
Administration fiscale					
1. Opérations régionales	167 955	14	10	167 846	160 208
2. Opérations concentrées	47 576	1	236	44 601	42 219
Permanents 1	27 280			18 387	
3. Technologies de l'information	41 607		13	41 592	36 430
4. Administration et support	172 904	50	2 255	159 551	42 517
Permanents 2	32				
Permanents 3	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 601	
5. Perception	29 503			29 503	
Permanents 4	900 400			900 400	
6. Pensions alimentaires	42 767			42 767	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	48 935	2		48 933	39 056
8. Administration provisoire des biens non réclamés	6 192			6 182	4 327
Permanents 5	2 185			2 185	1 057
9. Direction du registre des entreprises	6 556			6 525	4 396
TOTAL	1 493 902	67	2 514	1 471 082	330 211
1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31).					
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
5 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	563 995	67	2 514	547 499	329 153
Permanents	929 906			920 982	1 057
Ne nécessitant pas de crédits				2 601	
TOTAL	1 493 902	67	2 514	1 471 082	330 211

1 Incluant 37 290 à l'égard de 399 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

4 337		3 300					86
2 381							2 738
18 387							8 892
5 162							2
76 525		99	40 409		5 729		5 319
10							32
2 601							
			29 503				
	900 400		42 767				
8 686			1 191				
1 855							10
721			407				
2 130							31
122 795	900 400	3 399	114 277		5 729		17 110

101 076		3 399	113 870		5 729		8 186
19 118	900 400		407				8 924
2 601							
122 795	900 400	3 399	114 277		5 729		17 110

**REVENU****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 1 - Administration fiscale</b>			
Subventions à des organismes	124		
Subventions relatives aux modifications du crédit de maintien à domicile des personnes âgées	3 300		
	<u>3 424</u>		
Total du programme 1			
	<u>3 424</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>			

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		99			99	112
			3 300		3 300	3 700
		99	3 300		3 399	3 812
		<b>99</b>	<b>3 300</b>		<b>3 399</b>	<b>3 812</b>

---

**REVENU****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>3 424</u>	<u>3 399</u>	<u>3 812</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 424</u></b>	<b><u>3 399</u></b>	<b><u>3 812</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Fonctionnement	<u>72 270</u>	<u>72 270</u>	<u>81 022</u>
Capital	<u>42 007</u>	<u>42 007</u>	<u>38 949</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>114 277</u></b>	<b><u>114 277</u></b>	<b><u>119 971</u></b>

## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 743	1 614
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	4 903	7 531
Tierces responsabilités - externes	975	1 729
Assurance-hospitalisation - étrangers	129	169
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4	1 053
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	75 666 <sup>1</sup>	38 886
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
Divers	8	10
	222 341	190 032
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4	1 053
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	75 666 <sup>1</sup>	38 886
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
	94 671	98 093
Intérêts		
Débiteurs		347
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	9 667	2 520
Subventions d'années antérieures	10 018	(428)
	19 685	2 092
	114 355	100 533
<b>Total des revenus autonomes</b>	116 098	102 146
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	37 083	36 683
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	7 600	
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Achat et gestion d'antiviraux		4 466
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 234	1 241
	93 809	88 282
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 234	1 241
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	90 576	87 041
<b>Total des revenus</b>	<b>206 674</b>	<b>189 188</b>

<sup>1</sup> L'augmentation est relative aux revenus provenant d'Inforoute Santé du Canada inc. dans le cadre du remboursement des dépenses admissibles en lien avec l'avancement des travaux.

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-12					
Fonctions nationales					
1. Direction et gestion ministérielle	114 371	4	786	113 580	51 750
Permanents 1	59			59	
Ne nécessitant pas de crédits				961	
2. Organismes-conseils	8 550			8 550	4 601
3. Activités nationales	369 137	10 847 3		369 137	
Permanents 2	419			250	
TOTAL	492 535	10 852	786	492 536	56 351

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur la santé publique, (L.R.Q., c. S-2.2).

3 Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2008-2009.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p><b>Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.</b></p>							
61 830							
59							
961							
3 821		128					
5 565		363 571					(10 847)
		250					169
72 236		363 949					(10 678)

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-12					
Fonctions régionales					
1. Agences de la santé et des services sociaux	120 724	18 139 4		102 586	
2. Établissements de santé et de services sociaux	16 490 208	3 293 070 5		13 081 086	
Permanents 1	2 898 251			2 898 251 a	
3. Organismes communautaires et autres organismes	439 090			439 090	
4. Activités connexes	1 754 320	92 024 4		1 662 296	
Permanents 2	683 314			683 314	
Permanents 3	116 172			116 172	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				20 085 7	
5. Service de la dette	1 771 862	960 620 8		811 242	
TOTAL	24 273 940	4 363 852		19 814 121	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

4 Montants portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

5 Incluant 152 681 relatifs à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits 2008-2009 ainsi que 3 140 388 portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

6 Incluant des crédits non utilisés de 352 815 liés spécifiquement à la réforme comptable et un excédent des dépenses de 236 763 sur les crédits alloués pour 2009-2010.

7 Montants pour l'utilisation des stocks.

8 Incluant 84 082 relatifs à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits 2008-2009 ainsi que 876 537 portés à la dette nette et liés à la réforme comptable.

a Incluant 2 798 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 898 251.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p><b>Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.</b></p>							
		102 586					
		13 081 086					116 052 <sup>6</sup>
		2 898 251					
		439 090					
23 513		1 638 784					
		683 314					
		116 172					
		20 085					
		811 242					
<u>23 513</u>		<u>19 790 608</u>					<u>116 052</u>

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
Office des personnes handicapées du Québec					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 829		250	12 579	8 532
Ne nécessitant pas de crédits				85	
TOTAL	12 829		250	12 664	8 532

## PROGRAMME 4 Régie de l'assurance maladie du Québec

Sommaire : page 1-12

1. Services médicaux					
Permanents 1	4 465 859			4 465 859	
2. Services optométriques					
Permanents 1	42 448			42 242	
3. Services dentaires					
Permanents 1	133 807			133 807	
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents 1	2 291 687			2 216 531	
5. Autres services					
Permanents 1	168 240			167 745	
6. Administration					
Permanents 1	121 149			121 149	
<b>TOTAL</b>	<b>7 223 191 <sup>a</sup></b>			<b>7 147 333 <sup>a</sup></b>	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

a Incluant 2 798 500 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 898 251, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 4 424 691 pour une dépense de 4 249 082.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

3 120		927					
85							
3 205		927					

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		4 465 859					
		42 242					206
		133 807					
		2 216 531					75 156
		167 745					496
		121 149					
		7 147 333					75 857

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	21 081 089	4 374 703	1 037	16 600 144	64 883
Permanents	10 921 405			10 845 379	
Ne nécessitant pas de crédits				1 046	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				20 085	
TOTAL	32 002 495	4 374 703	1 037	27 466 654	64 883 <sup>1</sup>

1 Incluant 8 780 à l'égard de 81 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
97 848		16 437 413					105 205
59		10 845 320					76 026
1 046		20 085					
<b>98 953</b>		<b>27 302 818</b>					<b>181 231</b>

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Fonctions nationales</b>			
Programme d'intervention - hépatite C	2 654		1 389
Services hospitaliers hors-Québec	151 064 <sup>1</sup>		
Autres	199 553	4 810	2 536
Total du programme 1	353 271	4 810	3 925
<b>Programme 2 - Fonctions régionales</b>			
Achat de vaccins et de produits biologiques	133 789 <sup>1</sup>	23 861	125 550
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	94 552		94 552
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	102 586		47
Établissements privés	458 776		458 746
Établissements publics	15 142 843 <sup>1</sup>	10 559	15 330 514
Loyer CHQ - établissements du réseau	140 954		140 954
Santé publique	76 782		75 538
Organismes communautaires	439 090	2 682	78
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	59 528	59 528	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	683 314		683 314
Régime de retraite du personnel d'encadrement	116 172		116 172
Rémunération des internes et résidents	177 052		177 052
Ressources de type familial	226 113		226 113
Service de la dette	811 242		626 531
Système du sang	328 207		295 848
Transporteurs ambulanciers	346 155	273 475	
Autres	196 606	2 601	99 801
Total du programme 2	19 533 760	372 706	18 450 811
<b>Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec</b>			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	927		
<b>Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec</b>			
Aides techniques	153 292		
Bourses d'études et de recherche	14 948		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	121 149		
Services dentaires	133 807		
Services médicaux	4 465 859		
Services optométriques	42 448		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 291 687		
Total du programme 4	7 223 191		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>27 111 149</b>	<b>377 516</b>	<b>18 454 736</b>

<sup>1</sup> Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-174.

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
		358	907		2 654	2 383
			161 911		161 911	145 387
260	13	18 836	219	172 711	199 384	113 138
260	13	19 193	163 037	172 711	363 949	260 908
		218		4 244	153 874	96 996
					94 552	91 600
				102 539	102 586	100 775
		4		26	458 776	443 785
940	339	19 096	60	18 099	15 379 606	14 444 771
					140 954	142 271
3		486		755	76 782	74 407
203	2 513	433 605		8	439 090	424 599
					59 528	58 448
					683 314	659 896
					116 172	130 473
					177 052	156 345
					226 113	221 877
				184 711	811 242	771 867
		131		32 228	328 207	290 449
				72 680	346 155	297 063
4 870	8	32 822	501	56 002	196 606	203 296
6 015	2 860	486 361	561	471 293	19 790 608	18 608 918
61		866			927	925
			153 292		153 292	145 218
			14 453		14 453	13 942
				121 149	121 149	106 226
				133 807	133 807	108 874
				4 465 859	4 465 859	4 013 119
				42 242	42 242	38 266
			1 684 563	531 967	2 216 531	2 177 561
			1 852 308	5 295 025	7 147 333	6 603 206
6 336	2 873	506 421	2 015 906	5 939 030	27 302 818	25 473 957



## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2010	2009
Rémunération	17 561 765 <sup>1</sup>	17 753 433 <sup>1</sup>	16 721 136
Fonctionnement	4 962 726	4 962 726	4 625 051
Capital	563 632	563 632	485 874
Intérêt	265 788	265 788	312 148
Support	3 757 238	3 757 238	3 329 748
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>27 111 149</b>	<b>27 302 818</b>	<b>25 473 957</b>

<sup>1</sup> Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-174.

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 697	21 711
Production industrielle de boissons	694	638
	<u>22 390</u>	<u>22 349</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 411	4 577
Appareils d'amusement	2 548	2 868
Bingo	1 632	2 285
Loteries	2 672	2 575
Courses	46	119
	<u>11 310</u>	<u>12 425</u>
Autres		
Études de dossiers	795	917
Agences d'investigation ou de sécurité	1 350	1 403
Organisation - spectacles sportifs de combat	431	306
Permis d'explosifs	382	301
Divers	35	39
	<u>2 993</u>	<u>2 966</u>
	<u>36 692</u>	<u>37 741</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	742	647
Location de chambres et pension	3 367	3 245
Conciliation et enquête - déontologie policière	795	824
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	934	544
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 468	3 414
Divers	53	46
	<u>12 359</u>	<u>11 722</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	934	544
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 468	3 414
	<u>4 957</u>	<u>4 763</u>
Intérêts		
Débiteurs	(76)	135
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 984	2 546
Divers	23	29
	<u>2 006</u>	<u>2 575</u>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers (suite)</b>		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 917	1 247
Subventions d'années antérieures	73	148
Recouvrement de dépenses CARRA	460	379
Divers	5	6
	<u>2 454</u>	<u>1 779</u>
	<u>9 342</u>	<u>9 252</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>46 035</u>	<u>46 993</u>
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	152	
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 193	8 871
Financement du programme conjoint de protection civile	613	745
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 141	3 648
Divers	3	
	<u>7 104</u>	<u>13 264</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 193	8 871
Financement du programme conjoint de protection civile	613	745
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>1 141</u>	<u>3 648</u>
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	<u>155</u>	
<b>Total des revenus</b>	<u><u>46 190</u></u>	<u><u>46 993</u></u>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
Sécurité, prévention et gestion interne					
1. Direction et services supports à la gestion	21 146			21 146	17 948
Permanents 1	10			10	
2. Services correctionnels	272 579	1		272 577	203 642
3. Expertises judiciaires	7 596			7 595	6 283
4. Affaires policières et sécurité-protection	92 993	3		92 990	21 388
5. Sécurité civile et sécurité incendie	21 721			21 720	10 888
Permanents 2	17 911			17 876	1 805
6. Éléments de gestion centrale	121 411		10 169	111 242	28 273
Permanents 3	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				4 021	
TOTAL	555 382	4	10 169	549 194	290 228
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur la sécurité civile, (L.R.Q., S-2.3).					
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

### **PROGRAMME 2**

#### **Sûreté du Québec**

Sommaire : page 1-26

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	357 238	100		357 138	183 689
Permanents 1	1 980			1 980	1 980
2. Gestion interne et soutien	223 192		18 082	205 109	41 309
Permanents 2	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				11 403	
<b>TOTAL</b>	<b>582 413</b>	<b>100</b>	<b>18 082</b>	<b>575 632</b>	<b>226 978</b>
1	Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales, (L.R.Q., c. C-52.2).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
<p><b>Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.</b></p>							
2 947		250					
10							
68 720		215					1
1 313							
7 761		63 841					
4 768		6 064					
1 023		15 048					35
82 969							
	16						
4 021							
173 532	16	85 419					37

**Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.**

16 616			156 832				
85 491			78 309				
	3						
11 403							
113 510	3		235 141				

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-26					
Organismes relevant du ministre					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 764		165	14 599	11 653
Permanents 1	31			28	
Permanents 2	3				
Ne nécessitant pas de crédits				187	
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 623		7	4 615	2 901
3. Bureau du coroner	7 626		96	7 530	3 240
4. Commissaire à la déontologie policière	2 963			2 963	2 439
5. Comité de déontologie policière	1 994			1 993	1 342
TOTAL	32 004		268	31 916	21 575
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 149 845	104	28 520	1 121 218	534 996
Permanents	19 954			19 913	3 785
Ne nécessitant pas de crédits				15 611	
TOTAL	1 169 799	104	28 520	1 156 742	538 781 <sup>1</sup>
1 Incluant 60 783 à l'égard de 644 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

2 946							3
	28						3
187							
1 714							
4 290							
524							
652							
10 312	28						7

280 710		70 371	235 141				3
1 033	47	15 048					41
15 611							
<b>297 354</b>	<b>47</b>	<b>85 419</b>	<b>235 141</b>				<b>44</b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne</b>			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	4 413	50	
Formation des policiers et des pompiers	7 701		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	4 298		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	24 773		66
Schémas de couverture de risques d'incendie	380		
Sécurité civile	15 108	619	
Services policiers en milieu autochtone	27 555		
Autres	1 192		1
Total du programme 1	85 419	669	67
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>85 419</b>	<b>669</b>	<b>67</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
	4 355	8			4 413	646
				7 701	7 701	7 605
	4 251	47			4 298	3 809
	23 165	1 296		246	24 773	25 070
	380				380	110
	9 273	61	5 083	72	15 108	23 854
	27 555				27 555	23 853
<u>2</u>	<u>559</u>	<u>622</u>	<u>2</u>	<u>6</u>	<u>1 192</u>	<u>1 345</u>
<u>2</u>	<u>69 536</u>	<u>2 034</u>	<u>5 085</u>	<u>8 024</u>	<u>85 419</u>	<u>86 293</u>
<u><b>2</b></u>	<u><b>69 536</b></u>	<u><b>2 034</b></u>	<u><b>5 085</b></u>	<u><b>8 024</b></u>	<u><b>85 419</b></u>	<u><b>86 293</b></u>

---

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Fonctionnement	7 999	7 999	7 611
Capital	393	393	368
Support	<u>77 027</u>	<u>77 026</u>	<u>78 314</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>85 419</u></b>	<b><u>85 419</u></b>	<b><u>86 293</u></b>

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	183 331	183 331	181 201
Fonctionnement	46 060	46 060	47 609
Capital	<u>5 750</u>	<u>5 750</u>	<u>5 625</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>235 141</u></b>	<b><u>235 141</u></b>	<b><u>234 435</u></b>

**SERVICES GOUVERNEMENTAUX****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Revenus divers</b>		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	569	3 058
	<u>569</u>	<u>3 058</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>569</u>	<u>3 058</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>569</u></u>	<u><u>3 058</u></u>

## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-28					
Services gouvernementaux					
1. Direction et services au portefeuille ministériel	151 768	1		151 768	5 769
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				28	
2. Gouvernement en ligne	29 536		6 309	23 226	5 698
Ne nécessitant pas de crédits				7 334	
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	24 521				
4. Développement des compétences	1 500			1 500	
TOTAL	207 335	1	6 309	183 865	11 467
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	207 325	1	6 309	176 494	11 467
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				7 362	
TOTAL	207 335	1	6 309	183 865	11 467 <sup>1</sup>
1 Incluant 2 470 à l'égard de 22 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).					

1 Incluant 2 470 à l'égard de 22 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

145 765		234					
10							
28							
12 430		5 098					
7 334							
					1 600		22 921
1 500							
167 066		5 332			1 600		22 921
159 695		5 332			1 600		22 921
10							
7 362							
167 066		5 332			1 600		22 921

## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 1 - Services gouvernementaux</b>			
Appui au passage à la société de l'information	5 098	40	
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	88		
Autres	234		0
Total du programme 1	<u>5 420</u>	<u>40</u>	<u>0</u>
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>5 420</u></b>	<b><u>40</u></b>	<b><u>0</u></b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
275	130	4 654			5 098	3 080
15	3	216			234	300
290	133	4 870			5 332	3 380
<b>290</b>	<b>133</b>	<b>4 870</b>			<b>5 332</b>	<b>3 380</b>

---



**SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

---

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Support	<u>5 420</u>	<u>5 332</u>	<u>3 380</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>5 420</u></b>	<b><u>5 332</u></b>	<b><u>3 380</u></b>

# TOURISME

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
Promotion et développement du tourisme					
1.   Tourisme Québec	62 628			62 628	
Permanents 1	10			10	
2.   Société du Centre des congrès de Québec	14 707			14 707	
3.   Société du Palais des congrès de Montréal	38 355			38 264	
4.   Régie des installations olympiques	29 073			28 945	
TOTAL	144 773			144 552	
1   Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	144 763			144 543	
Permanents	10			10	
TOTAL	144 773			144 552	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique québécoise, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et en exploitant des installations publiques à caractère touristique dans le but d'accroître les recettes touristiques du Québec.

			62 628				
			10				
		14 707					
		38 264			92		
		28 945			128		
		81 915	62 637		220		

		81 915	62 628		220		
			10				
		81 915	62 637		220		

## TOURISME

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Promotion et développement du tourisme</b>			
Régie des installations olympiques	29 073		
Société du Centre des congrès de Québec	14 707		
Société du Palais des congrès de Montréal	38 355		
Total du programme 1	82 135		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>82 135</b>		

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
				28 945	28 945	29 740
				14 707	14 707	15 440
				38 264	38 264	34 399
				81 915	81 915	79 579
				<b>81 915</b>	<b>81 915</b>	<b>79 579</b>

---



**TOURISME****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	26 257	26 257	24 530
Fonctionnement	26 917	26 864	25 653
Capital	12 018	12 018	12 062
Intérêt	<u>16 943</u>	<u>16 777</u>	<u>17 334</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>82 135</u></b>	<b><u>81 915</u></b>	<b><u>79 579</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	15 954	15 954	15 639
Fonctionnement	20 999	20 999	15 909
Support	<u>25 684</u>	<u>25 684</u>	<u>25 684</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>62 637</u></b>	<b><u>62 637</u></b>	<b><u>57 233</u></b>

## TRANSPORTS

### DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	693 964	680 917
Conducteurs et chauffeurs	85 264	85 645
Transport commercial public	739	712
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 219	2 167
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 977	2 021
Frais d'inscription et renouvellement - intermédiaires en services de transport	88	103
	<u>784 251</u>	<u>771 564</u>
Autres		
Transfert de permis	765	669
Divers	18	15
	<u>783</u>	<u>684</u>
	<u>785 034</u>	<u>772 249</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	860	792
Terrains et bâtisses	4 097	12 663
Matériel et fournitures	1 248	32
Location de terrains et bâtisses	1 816	2 342
Aide technique et soutien	35	92
Frais de publication - demandes de permis	121	105
Analyse en laboratoire	95	34
Frais d'atterrissage		(68)
Frais de débarcadère	99	307
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	996	448
Divers	76	42
	<u>9 442</u>	<u>16 787</u>
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	<u>996</u>	<u>448</u>
	<u>8 446</u>	<u>16 339</u>
Intérêts		
Divers	17	7
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	110	67
Alcofrein	1 009	1 091
Divers	2	3
	<u>1 121</u>	<u>1 161</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 359	2 022
Subventions d'années antérieures	1 964	1 770
Dépenses sous forme d'indemnités	4 396	3 687
	<u>12 720</u>	<u>7 479</u>
	<u>22 305</u>	<u>24 986</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>807 338</u>	<u>797 235</u>

**TRANSPORTS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Transferts du gouvernement fédéral</b>		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	138	222
Aménagement d'aéroports	201	201
Programme d'infrastructures	1 990	7 232
Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 415	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 421	1 123
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	5 784	2 351
Financement des infrastructures ferroviaires	5 301	320
Divers		(17)
	19 250	11 431
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Programme d'infrastructures	1 990	7 232
Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 415	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 421	1 123
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	5 784	2 351
Financement des infrastructures ferroviaires	5 301	320
<b>Total des transferts du gouvernement fédéral</b>	339	406
<b>Total des revenus</b>	<b>807 678</b>	<b>797 641</b>

## TRANSPORTS

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations		
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
Infrastructures de transport					
1. Construction des infrastructures de transport	1 310 511		19 677	1 047 761	12
Permanents 1	1 658			1 658	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				95 764	
2. Entretien des infrastructures de transport	590 153	6 153 2	15 418	534 291	119 852
Permanents 1	509			509	
3. Aide financière au réseau routier local	139 250			135 551	
TOTAL	2 042 081	6 153	35 096	1 815 534	119 864
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
2 Montant relatif à l'acquisition de stocks.					

### **PROGRAMME 2**

Sommaire : page 1-18

#### **Systèmes de transport**

1. Transport terrestre	467 226		24	417 139	6 043
2. Transport maritime	86 585			82 147	833
3. Transport aérien	10 564			9 288	605
4. Commission des transports du Québec	14 630		2 686	11 098	8 273
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 364	
<b>TOTAL</b>	<b>579 006</b>		<b>2 710</b>	<b>522 036</b>	<b>15 754</b>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

526			1 047 223		45 535		197 538
			1 658				
95 764							
404 590		3 779	6 069			15 625	18 666
509							
90		135 461					3 699
501 479		139 240	1 054 950		45 535	15 625	219 903

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

3 364		407 732				699	49 364
9 552		71 763					4 438
330		8 353					1 276
2 825					23	347	477
2 364							
18 435		487 847			23	1 046	55 555

## TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-18					
Administration et services corporatifs					
1. Direction	8 162	1	18	8 127	7 066
Permanents 1	19			19	
2. Services administratifs	66 021		4 904	61 115	46 654
Permanents 2	169			169	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				28 803	
3. Planification, recherche et développement	16 967	2	41	16 877	11 793
TOTAL	91 338	4	4 964	115 110	65 512
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 710 070	6 157	42 769	2 323 393		201 130
Permanents	2 355			2 355		
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				126 931		
<b>TOTAL</b>	<b>2 712 425</b>	<b>6 157</b>	<b>42 769</b>	<b>2 452 679</b>		<b>201 130</b> <sup>1</sup>
1 Incluant 20 213 à l'égard de 230 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).						

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

676		385				1	15
19							
14 461						1	
	169						
28 803							
3 628		1 457				3	44
47 587	169	1 842				5	59

440 041		628 929	1 053 292		45 558	16 675	275 518
528	169		1 658				
126 931							
<b>567 501</b>	<b>169</b>	<b>628 929</b>	<b>1 054 950</b>		<b>45 558</b>	<b>16 675</b>	<b>275 518</b>

## TRANSPORTS

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
<b>Programme 1 - Infrastructures de transport</b>			
Aide financière au réseau routier local	139 135		
Entretien du réseau routier	3 779	195	
Total du programme 1	142 914	195	
<b>Programme 2 - Systèmes de transport</b>			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	10 324		
Société des traversiers du Québec	56 808		
Transport aérien	9 204	1 684	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	97 896		
Fonctionnement des organismes municipaux et intermunicipaux	26 135		
Immobilisations et service de la dette	192 388		
Transport adapté aux personnes handicapées	85 747		
Transport ferroviaire	8 481	7 874	
Transport maritime	18 184	10 207	
Transport terrestre	30 851	4 905	
Total du programme 2	536 017	24 670	
<b>Programme 3 - Administration et services corporatifs</b>			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 500		
Autres	400		
Total du programme 3	1 900		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>680 831</b>	<b>24 864</b>	

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
	135 461				135 461	123 275
	3 585				3 779	3 665
	139 045				139 240	126 940
			10 324		10 324	8 219
	5 668	130	871	56 808	56 808	51 615
					8 353	8 021
				97 017	97 017	91 150
	24 944				24 944	26 290
	153 176				153 176	145 278
	84 757			750	85 507	76 514
		84			7 958	5 800
	3 978	770			14 955	17 783
6	13 414	9 480		1 000	28 805	28 625
6	285 938	10 464	11 195	155 575	487 847	459 294
784		624	45	3	1 457	1 537
		385			385	279
784		1 010	45	3	1 842	1 816
<b>790</b>	<b>424 984</b>	<b>11 473</b>	<b>11 240</b>	<b>155 578</b>	<b>628 929</b>	<b>588 049</b>

**TRANSPORTS****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	16 696	16 696	19 943
Fonctionnement	30 341	30 341	24 730
Capital	213 442	213 442	195 102
Intérêt	102 125	102 125	97 568
Support	<u>318 227</u>	<u>266 325</u>	<u>250 706</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>680 831</u></b>	<b><u>628 929</u></b>	<b><u>588 049</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES  
Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	61 173	61 173	62 915
Fonctionnement	74 233	74 233	109 669
Capital	750 137	513 424	561 237
Intérêt	<u>406 119</u>	<u>406 119</u>	<u>357 647</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 291 662</u></b>	<b><u>1 054 950</u></b>	<b><u>1 091 468</u></b>

**TRAVAIL****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2010**  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Financement du bureau d'évaluation médicale	1 966	2 338
Divers	9	23
	1 975	2 362
<b>Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour :</b>		
Financement du bureau d'évaluation médicale	1 966	2 338
	9	23
Intérêts		
Divers		2
Recouvrements		
Divers	1	5
	9	31
<b>Total des revenus autonomes</b>	9	31
<b>Total des revenus</b>	9	31

## TRAVAIL

### DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses
PROGRAMME 1	<b>Travail</b>			
Sommaire : page 1-28				
1. Relations du travail	20 620		15	18 331
Permanents 1	10			5
Permanents 2	1			
Ne nécessitant pas de crédits				709
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	620			619
Ne nécessitant pas de crédits				
3. Commission de l'équité salariale	6 679		58	6 621
Ne nécessitant pas de crédits				116
4. Conseil des services essentiels				
Permanents 2	1			
Permanents 3	2 924		15	2 838
Ne nécessitant pas de crédits				13
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 113			7 113
<b>TOTAL</b>	<b>37 966</b>		<b>87</b>	<b>36 365</b>
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
3 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).				

#### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	35 032		72	32 684	13 689
Permanents	2 935		15	2 843	2 008
Ne nécessitant pas de crédits				838	
<b>TOTAL</b>	<b>37 966</b>		<b>87</b>	<b>36 365</b>	<b>15 697</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 3 449 à l'égard de 30 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

4 942		4 323			478		1 797
5							5
							1
709							
215							1
2 402							
116							
							1
830							71
13							
		7 113					
9 232		11 436			478		1 875

7 559		11 436			478		1 798
835							77
838							
9 232		11 436			478		1 875

## TRAVAIL

### TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2010  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
<b>Programme 1 - Travail</b>			
Commission des relations du travail	7 113		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	4 000		
Autres	323	7	10
Total du programme 1	11 436	7	10
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>11 436</b>	<b>7</b>	<b>10</b>

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2010	2009
				7 113	7 113	7 345
				4 000	4 000	7 958
18	18	271			323	300
18	18	271		11 113	11 436	15 603
<b>18</b>	<b>18</b>	<b>271</b>		<b>11 113</b>	<b>11 436</b>	<b>15 603</b>

---

## TRAVAIL

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Rémunération	9 207	9 207	13 229
Fonctionnement	1 882	1 882	2 048
Intérêt	24	24	27
Support	<u>323</u>	<u>323</u>	<u>300</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>11 436</u></b>	<b><u>11 436</u></b>	<b><u>15 603</u></b>

## **INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT**



---

## SECTION 3

### INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

---

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement .....	3-2

#### ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

# SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS D'AMORTISSEMENT

Année financière terminée le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25 802
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	20 322
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	4 201
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	5 138
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	5 967
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	5 504
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	2 927
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	2 174 737
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	787
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	1 075 560
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	1 273 730
Fonds de développement du marché du travail	51 486
Fonds de développement régional	37 795
Fonds de financement	4 545
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	31 627
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	96 898
Fonds de gestion de l'équipement roulant	3 216 249
Fonds de l'assurance médicaments	5 127
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	6 136
Fonds de la sécurité routière	129 970
Fonds de partenariat touristique	95 165
Fonds de perception	15 000
Fonds de soutien aux proches aidants	40 878
Fonds des congés de maladie accumulés	74 137
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	724 509
Fonds des générations	43 966
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	27 498
Fonds des registres du ministère de la Justice	487 584
Fonds des services de police	7 807 920
Fonds des services de santé	207
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	17 217
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	48 776
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	133 222
Fonds d'information foncière	4 444
Fonds d'information géographique	1 350
Fonds du centre financier de Montréal	10 052
Fonds du patrimoine culturel québécois	20 000
Fonds du patrimoine minier	25 719
Fonds du régime de rentes de survivants	59 036
Fonds du service aérien gouvernemental	354 686
Fonds forestier	20 000
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	3 215
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	15 000
Fonds pour le développement des jeunes enfants	30 240
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	10 343
Fonds québécois d'initiatives sociales	24 419
Fonds relatif à la tempête de verglas	468 459
Fonds vert	

2010					2009
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
25 186	616	5 068	873	4 195	3 579
14 746	5 576	37 893	1 689	36 204	30 628
1 625	2 576	66 004	1 623	64 381	69 521
1 239	3 899	85 230	1 235	83 995	119 678
5	5 962	128 729		128 729	161 460
2 990	2 514	63 904	2 987	60 917	69 407
		5 252 107		5 252 107	4 885 844
484	2 443	67 327	484	66 843	63 022
	2 174 737	38 200 588		38 200 588	36 025 851
787		122 511	122 511		
1 075 560		13 566 988	13 566 988		
1 279 757	(6 027)	137 719	104 773	32 946	38 973
51 486		61 723	61 723		
1 799	35 996	23 280 349	23 048 368	231 981	195 985
4 521	24	1 111	252	859	835
31 627		26 646	26 646		
96 763	135	184 604	183 966	638	502
3 216 249		842 383	842 383		
992	4 135	4 135		4 135	
4 665	1 471	12 802	11 428	1 374	(97)
128 489	1 481	38 250	26 944	11 306	9 825
91 656	3 509	24 670	2 334	22 336	18 827
7 400	7 600	7 600		7 600	
	40 878	656 967		656 967	616 089
76 130	(1 993)	17 879	59 365	(41 486)	(39 493)
	724 509			2 676 697	1 952 188
43 966		52 234	52 234		
21 828	5 670	60 146	3 284	56 862	51 192
487 584		125 693	125 693		
7 807 920		384 449	384 449		
207		1 175	1 175		
17 217		76 788	76 788		
48 776		302 741	302 741		
90 664	42 558	564 666	15 616	549 050	506 493
4 775	(331)	3 761	2 457	1 304	1 634
1 200	150	3 344		3 344	3 193
5 053	4 999	27 852	730	27 122	22 123
6 902	13 098	14 096	997	13 099	
	25 719	449 022		449 022	439 040
57 362	1 674	163 944	107 640	56 304	54 630
352 960	1 726	92 492	79 139	13 353	11 628
20 000		12		12	12
3 230	(15)	25 762	23 352	2 410	2 410
7 500	7 500	7 500		7 500	
9 236	21 004	93 576	4 480	89 096	68 092
10 704	(361)	2 910	423	2 487	2 847
24 419					
262 722	205 737	802 951	293 004	509 947	304 211



